

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1972-1973.

14 FEVRIER 1973.

**Projet de loi contenant le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1973.**

## RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES CLASSES MOYENNES (1)  
PAR M. GRAMME.

### SOMMAIRE.

Pages

I. Exposé du Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes . . . . .	3
1. Budget 1972 . . . . .	3
2. Budget 1972 réajusté . . . . .	4
3. Budget 1973 . . . . .	4
4. Analyse des principaux postes . . . . .	5
5. Application des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959 et 30 décembre 1959 . . . . .	6
6. Les petites et moyennes entreprises . . . . .	9
7. Implantation des entreprises de grande distribution . . . . .	10
8. Tarifs d'électricité . . . . .	12
II. Exposé du Secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes . . . . .	13
1. Le statut social . . . . .	13
2. Accès à la profession . . . . .	18
3. Formation professionnelle . . . . .	24

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Boland, président; Beauduin, Cugnon, De Baer, Delhaye, De Paep, De Rore, De Nolf, Gillet, Hardy, Janssens, Lepaïsse, Smeers, Vandenbergh, Vander Bruggen, Vernimmen et Gramme, rapporteur.

R. A 9204

Voir :

Document du Sénat :

5-XIII (Session de 1972-1973) : Projet de loi.

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1972-1973.

14 FEBRUARI 1973.

**Ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1973.**

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE MIDDENSTAND (1) UITGEBRACHT DOOR H. GRAMME.

### INHOUDSOPGAVE.

Bladz.

I. Uiteenzetting van de Minister van Landbouw en Middenstand . . . . .	3
1. Begroting 1972 . . . . .	3
2. Aangepaste begroting 1972 . . . . .	4
3. Begroting 1973 . . . . .	4
4. Ontleding van de belangrijkste posten . . . . .	5
5. Tenuitvoerlegging van de wetten van 24 mei 1959, 17 juli 1959 en 30 december 1959 . . . . .	6
6. Kleine en middelgrote bedrijven . . . . .	9
7. Vestiging van grote distributiebedrijven . . . . .	10
8. Electriciteitstarieven . . . . .	12
II. Uiteenzetting van de Staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Landbouw en Middenstand . . . . .	13
1. Sociaal statuut . . . . .	13
2. Vestiging . . . . .	18
3. Beroepsopleiding . . . . .	24

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Boland, voorzitter; Beauduin, Cugnon, De Baer, Delhaye, De Paep, De Rore, De Nolf, Gillet, Hardy, Janssens, Lepaïsse, Smeers, Vandenbergh, Vander Bruggen, Vernimmen en Gramme, verslaggever.

R. A 9204

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-XIII (Zitting 1972-1973) : Ontwerp van wet.

<b>III. Discussion générale . . . . .</b>	<b>27</b>	<b>III. Algemene bespreking . . . . .</b>	<b>27</b>
A. Application des lois de crédit . . . . .	27	A. Toepassing van de kredietwetten . . . . .	27
B. Statut social des indépendants . . . . .	29	B. Sociaal statuut van de zelfstandigen . . . . .	29
C. Accès à la profession . . . . .	32	C. Vestiging . . . . .	32
D. Formation et perfectionnement professionnels . . . . .	33	D. Beroepsopleiding en -vervolmaking . . . . .	33
E. Rénovation urbaine et implantation de grandes entreprises de distribution . . . . .	34	E. Stadsvernieuwing en vestiging van grote distributiebedrijven . . . . .	34
F. Reconversion . . . . .	35	F. Omschakeling . . . . .	35
G. Problèmes divers . . . . .	36	G. Diverse problemen . . . . .	36
<b>IV. Votes . . . . .</b>	<b>37</b>	<b>IV. Stemmingen . . . . .</b>	<b>37</b>
Annexe . . . . .	38	Bijlage . . . . .	38

La Commission a examiné le budget des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1973 au cours de ses réunions du 26 octobre et du 9 novembre 1972.

Avant d'entamer l'exposé général, il est utile de préciser que les Classes moyennes ont un Ministre à part entière, auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat tant pour l'Agriculture que pour les Classes moyennes; il en résulte que le Ministre et le Secrétaire d'Etat sont convenus d'une certaine répartition des tâches entre eux.

Le Secrétaire d'Etat a dans ses compétences : d'une part, les affaires sociales, ainsi que la formation et le perfectionnement professionnels et, d'autre part, la réglementation dans le secteur des Classes moyennes.

Les questions économiques et européennes sont de la compétence du Ministre.

\*\*

#### I. EXPOSE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES CLASSES MOYENNES.

Alors que quatre mois à peine se sont écoulés depuis l'approbation du budget 1972, le budget de 1973 est introduit en Commission.

##### 1. Budget 1972.

Le budget que le département des Classes moyennes avait déposé pour 1972 s'élevait à 1.924.050.000 francs.

Il n'était pas comparable avec les budgets précédents parce qu'un poste de 1.347.000.000 de francs était inscrit pour la première fois au budget des Classes moyennes, en tant que contribution à l'équilibre financier du système d'allocations familiales pour travailleurs salariés et non salariés.

Jusque-là, ce poste figurait au budget du Ministère de la Prévoyance sociale.

Pour permettre la comparaison avec les budgets précédents, il fallait aussi ajouter les montants inscrits pour le compte des Classes moyennes au Fonds d'Expansion économique et d'Economie régionale, poste qui figurait autrefois au budget des Classes moyennes.

Cette soustraction et cette addition nous donnent, pour le budget 1972, un montant de 837 millions.

L'évolution du budget se présente donc de la manière suivante :

1966 : 445 millions;  
1967 : 469 millions;  
1968 : 507 millions;  
1969 : 552 millions;  
1970 : 697 millions;  
1971 : 732 millions;  
1972 : 837 millions.

De Commissie heeft de begroting voor Middenstand voor het begrotingsjaar 1973 onderzocht in haar vergaderingen van 26 oktober en 9 november 1972.

Alvorens de algemene uiteenzetting aan te vatten, is het nuttig erop te wijzen dat Middenstand een volwaardig Minister heeft aan wie een Staatssecretaris is toegevoegd zowel voor de Landbouw als voor de Middenstand; het gevolg hiervan is dat de Minister en de Staatssecretaris tot een zekere taakverdeling onder elkaar zijn overgegaan.

De Staatssecretaris is bevoegd : enerzijds voor de sociale zaken alsmede de beroepsopleiding en -vervolmaking en, anderzijds, de reglementering in de middenstandsector.

De economische en Europese vraagstukken behoren tot de bevoegdheid van de Minister.

\*\*

#### I. UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN LANDBOUW EN MIDDENSTAND.

Amper 4 maanden na de goedkeuring van de begroting 1972, wordt de begroting 1973 in Commissie aangevat.

##### 1. Begroting 1972.

De begroting van het departement van Middenstand voor het jaar 1972 bedroeg 1.924.050.000 frank.

Deze begroting kon niet vergeleken worden met de voor-gaande begrotingen, aangezien een post van 1.347.000.000 frank, nl. de toelage bestemd om bij te dragen tot de verwezenlijking van het financieel evenwicht in het stelsel van kinderbijslag voor werknemers en niet-loonarbeiders voor het eerst op de begroting van Middenstand werd ingeschreven.

Voordien kwam deze post steeds voor op de begroting van het Ministerie van Sociale Voorzorg.

Om een verdere vergelijking met de begrotingen van de voorgaande jaren mogelijk te maken was het tevens noodzakelijk de sommen bij te voegen ingeschreven voor rekening van Middenstand op het Fonds voor Economische Expansie en voor Streekeconomie. (Deze post was voordien steeds ingeschreven op de begroting van Middenstand.)

Rekening houdend met wat dient afgetrokken en wat dient bijgevoegd te worden kon het bedrag voor de begroting 1972 op die manier gesteld worden op 837 miljoen.

De evolutie van de begroting kan dus als volgt worden gesteld :

1966 : 445 miljoen;  
1967 : 469 miljoen;  
1968 : 507 miljoen;  
1969 : 552 miljoen;  
1970 : 697 miljoen;  
1971 : 732 miljoen;  
1972 : 837 miljoen.

## 2. Budget 1972 réajusté.

1. Le Gouvernement s'est engagé à soumettre au Parlement des crédits supplémentaires pour un montant de 58.689.000 francs. Ces crédits se répartissent de la manière suivante :

- a) 58 millions de francs pour la formation et le perfectionnement professionnels;
- b) 689.000 francs pour l'adaptation de divers petits postes de fonctionnement.

Er ce qui concerne le montant de 58.000.000 de francs pour la formation et le perfectionnement professionnels, je voudrais dire, à titre d'information, que les sommes retirées pour la formation et le perfectionnement professionnels sont transférées au budget de la Culture. Un montant de 31.320.000 francs a donc été prévu pour la communauté néerlandophone et un de 26.680.000 francs pour la communauté francophone. Ces augmentations doivent servir pour couvrir : les dépenses résultant de l'augmentation des honoraire des professeurs pour l'apprentissage et la formation professionnelle, ainsi que de ceux des maîtres des conférences pédagogiques, et la cotisation patronale O.N.S.S. pour les professeurs.

2. A côté de ces crédits supplémentaires, des réductions ont été apportées pour un montant de 3.118.000 francs (entre autres réduction des frais relatifs aux traitements et indemnités dues au personnel de secrétariat du Secrétaire d'Etat. Le Cabinet du Secrétaire d'Etat est d'ailleurs composé d'un nombre de personnes inférieur à celui qui était prévu lors de l'établissement du budget 1972).

3. Les sommes initialement prévues au Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale ne seront pas intégralement utilisées. Le montant de 15 millions de francs, prévu pour les primes d'emploi, ne sera pas entamé en 1972, ces primes n'étant liquidées qu'un an après l'embauche de la nouvelle main-d'œuvre.

Il faut, en outre, signaler qu'après de nouveaux calculs, les charges résultant de subventions-intérêts accordées antérieurement s'avéreront moins lourdes que prévu.

### *Conclusion.*

Le budget 1972 réajusté s'élève à environ 892 millions de francs, montant qui ne tient pas compte de celui qui ne sera pas utilisé au Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale.

## 3. Budget 1973.

Le budget 1973 du département des Classes moyennes se voit ouvrir des crédits pour un montant de 1.856.478.000 francs.

## 2. Aangepaste begroting 1972.

1. De Regering heeft zich verbonden aan het Parlement bijkredieten voor te leggen voor een bedrag van 58.689.000 frank. Deze kredieten kunnen als volgt onderverdeeld worden :

- a) 58 miljoen frank voor de beroepsopleiding en -volmaking;
- b) 689.000 frank voor de aanpassing van diverse kleinere posten van werking.

Wat het bedrag van 58 miljoen frank voor de beroepsopleiding en -volmaking betreft wens ik ter informatie toch het volgende mede te delen : de sommen uitgetrokken voor de beroepsopleiding en -volmaking worden overgeheveld naar de begroting voor Cultuur. Voor de nederlandstalige gemeenschap werd aldus een bedrag voorzien van 31.320.000 frank en voor de franstalige gemeenschap een bedrag van 26.680.000 frank. Deze verhogingen moeten dienen om de uitgaven te bestrijden die voortvloeden uit de verhoging van de honoraria van de leraren voor de leertijd en de beroepsopleiding, alsook voor de pedagogische lectoren; verder de subsidiëring van de werkgeversbijdrage van de R.M.Z. voor de leraren.

2. Naast deze bijkredieten zijn er ook verminderingen aangebracht voor een bedrag van 3.118.000 frank (o.a. vermindering van de kosten met betrekking tot de jaarwetten en vergoedingen uit te betalen aan het personeel van het secretariaat van de Staatssecretaris. Het is immers zo, dat het Kabinet van de Staatssecretaris uit minder personen is samengesteld dan het Kabinet zoals dit was voorzien bij het opmaken van de oorspronkelijke begroting 1972).

3. De sommen aanvankelijk voorzien op het Fonds voor Economische Expansie en voor Streekreconversie zullen niet worden opgebruikt. Het bedrag van 15 miljoen frank voorzien voor de arbeidsplaatspremies zal in het jaar 1972 niet worden aangeraakt, aangezien de arbeidsplaatspremies slechts zullen worden uitbetaald een jaar na het aanwerven van de nieuwe arbeidskracht.

Verder dient eveneens genoteerd dat een herberekening van de lasten voortvloeiend uit vroeger toegekende rentetoelagen minder zwaar zijn uitgevallen.

### *Conclusie.*

De aangepaste begroting 1972 bedraagt ongeveer 892 miljoen. Bij dit bedrag wordt geen rekening gehouden met het totaal bedrag dat niet zal gebruikt worden in het Fonds voor Economische Expansie en voor Streekreconversie.

## 3. Begroting 1973.

Op de begroting 1973 worden voor het departement van Middenstand kredieten geopend tot beloop van een som van 1.856.478.000 frank.

Pour pouvoir effectuer des comparaisons avec les années précédentes, il convient à nouveau d'en déduire le poste destiné au système des allocations familiales, à concurrence de 1.526.419.000 francs. Le budget des Classes moyennes s'élève alors à 330.059.000 francs, montant qu'il faut majorer des sommes inscrites au Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale, ainsi que des sommes prévues pour la formation et le perfectionnement professionnels et inscrites aux budgets des Affaires culturelles.

Le Fonds d'Expansion économique s'est vu octroyé pour 1973 un montant de 314.855.000 francs, tandis que les deux dotations culturelles prévoient 401.620.000 francs pour le compte des Classes moyennes.

Pour les comparaisons avec les années précédentes, on peut donc tabler sur un montant de 1.046.534.000 francs.

On peut donc avancer, comme première conclusion, que les montants, que le Gouvernement met à la disposition des indépendants pour 1973, sont en forte augmentation par rapport à 1972.

Pour avoir une idée plus exacte des interventions de l'Etat en faveur des indépendants, il faut, en outre, se rappeler que pour l'année 1973, un montant de 1.526.419.000 francs est prévu en faveur du système des allocations familiales, tandis que pour la même année, l'Etat interviendra à concurrence de 6.457.000.000 de francs dans le régime de pension des indépendants.

Compte non tenu des interventions en matière de maladie, d'invalidité et d'incapacité de travail, c'est donc un montant de 7.680.953.000 francs, qui est prévu pour 1973.

#### 4. Analyse des principaux postes.

En analysant les différents postes inscrits au budget comparable pour le compte du département des Classes moyennes, nous constatons une augmentation considérable des dépenses prévues pour les deux supports de la politique en faveur des indépendants, la formation et le perfectionnement professionnels et l'expansion économique.

##### 1. Formation et perfectionnement professionnels et promotion sociale.

Budget 1972 réajusté : 409.000.000 de francs.

Budget prévu pour 1973 : 449.420.000 francs.

##### 2. Expansion économique.

Les montants prévus pour l'application des différentes lois en matière d'expansion économique ont évolué comme suit :

1971 : 164.671.000 francs.

1972 : 200.000.000 de francs.

1973 : 294.855.000 francs.

Om tot vergelijkingen te kunnen komen met de voorgaande jaren dient hier insgelijks de post voor het stelsel van de kinderbijslag in mindering gebracht te worden. Deze post bedraagt 1.526.419.000 frank. Aldus blijft op de begroting Middenstand een bedrag van 330.059.000 frank. Dit bedrag dient vermeerderd te worden met de bedragen ingeschreven op het Fonds voor Economische Expansie en Streekreconversie en de bedragen voorzien voor de beroepsopleiding en -volmaking, bedragen die ingeschreven zijn op de begrotingen van de Culturele Zaken.

Voor het Fonds voor Economische Expansie werd voor het jaar 1973 een bedrag toegekend van 314.855.000 frank, terwijl op de beide cultuurdotaties voor rekening van Middenstand een bedrag van 401.620.000 frank werd voorzien.

Aldus kan ter vergelijking met de voorgaande jaren een bedrag worden vooropgesteld van 1.046.534.000 frank.

Als eerste conclusie kan aldus worden gesteld dat de bedragen die door de Regering ter beschikking van de zelfstandigen worden gesteld een zeer sterke groei hebben gekend wanneer men het jaar 1973 vergelijkt met het jaar 1972.

Om een meer volledig beeld te geven over de tussenkomsten van het Rijk ten gunste van de zelfstandigen, dient men verder te noteren dat voor het jaar 1973 een bedrag is voorzien van 1.526.419.000 frank als tussenkomst voor het stelsel van de kinderbijslagen, terwijl voor hetzelfde jaar de tussenkomsten van het Rijk voor het pensioenregime der zelfstandigen 6.457.000.000 frank bedraagt.

Zonder rekening te houden met de tussenkomsten inzake ziekte, invaliditeit en werkonbekwaamheid wordt voor het jaar 1973 aldus een bedrag voorzien van 7.680.953.000 frank.

#### 4. Een analyse van de voornaamste posten.

Bij analyse van de verschillende posten die ingeschreven zijn voor rekening van het departement van Middenstand, binnen de vergelijkbare begroting, stellen we vast dat een belangrijke meer-uitgave werd voorzien voor twee pijlers van de politiek ten gunste van de zelfstandigen nl. de beroepsopleiding en -volmaking en de economische expansie.

##### 1. Beroepsopleiding en -volmaking en sociale promotie.

Aangepaste begroting 1972 : 409.000.000 frank.

Voorzien voor het jaar 1973 : 449.420.000 frank.

##### 2. Economische expansie.

Voor de toepassing van de verschillende wetten inzake economische expansie evolueerden de bedragen als volgt :

1971 : 164.671.000 frank.

1972 : 200.000.000 frank.

1973 : 294.855.000 frank.

**5. Application des lois des 24 mai 1959,  
17 juillet 1959 et 30 décembre 1959.**

On constate que les indépendants font presque exclusivement appel à la loi du 24 mai 1959. En ce qui concerne l'application de cette loi, il convient de noter ce qui suit :

A. Un assouplissement sensible en matière de subvention-intérêt a été introduit le 2 mai 1972.

B. Un autre assouplissement a été décidé le 13 octobre 1972 et est entré en vigueur le 23 octobre 1972.

Ce dernier porte sur les points suivants :

**1. Le crédit professionnel :**

— Crédits pour tous les besoins de la profession : tous investissements, fonds de roulement avec des garanties réelles.

— Le seuil des crédits professionnels pris en considération pour la subvention-intérêt a été ramené à 400.000 francs.

— Le régime de l'industrie sera également applicable aux associations de collaboration formées par des personnes exerçant une profession libérale. Cela ne signifie pas que toutes les professions libérales en association pourront bénéficier de subventions-intérêts, mais bien une très grande partie d'entre elles.

— Les hôtels et restaurants établis dans des communes ou des villes à caractère artistique pourront également bénéficier de subventions-intérêts, à savoir les mêmes que celles qui sont actuellement applicables pour les hôtels et restaurants situés dans des zones touristiques.

— Les jeunes, qui s'installent comme indépendants pourront bénéficier d'une subvention-intérêt pendant 7 ans pour l'achat de bâtiments. Sera considérée comme première installation, celle qui intervient dans les 18 mois après l'inscription au registre de commerce ou d'artisanat. Je considère cet élargissement comme fort important, car les jeunes ne s'établissent généralement pas tout de suite comme indépendants, mais veulent d'abord effectuer une période d'essai.

**2. Le crédit artisanal :**

— Crédits exclusivement pour l'outillage.

— En cas de faibles garanties.

— Première forme de crédit aux classes moyennes.

— A la suite d'un accord avec les milieux intéressés, le seuil d'intervention a été fixé à 400.000 francs tandis que le plafond était porté à 2 millions de francs (lors de la discussion de mon budget en séance publique du Sénat, j'ai annoncé que je restais ouvert au dialogue en matière de crédit artisanal).

— Le président du Conseil interfédéral pour le crédit professionnel a reçu mission de réunir ce conseil afin d'examiner

**5. Toepassing van de wetten van 24 mei 1959,  
17 juli 1959 en 30 december 1959.**

Er kan gesteld worden dat de zelfstandigen bijna uitsluitend beroep doen op de wet van 24 mei 1959. Wat de toepassing van de wet van 24 mei 1959 betreft, dient het volgende genoteerd te worden :

A. Een gevoelige versoepeling inzake rentetoelage die werd doorgevoerd op 2 mei 1972.

B. Een verdere versoepeling werd beslist op 13 oktober 1972 en is van kracht geworden op 23 oktober 1972.

Deze verdere versoepeling heeft betrekking op volgende punten :

**1. Het beroepskrediet :**

— Krediet voor alle beroepsdoeleinden : alle investeringen, rollend bedrijfskapitaal met reële waarborgen.

— De drempel van de beroepskredieten die in aanmerking komen voor rentetoelage wordt teruggebracht tot 400.000 frank.

— Het regime van de nijverheid zal insgelijks van toepassing zijn op verenigingen voor samenwerking gevormd door personen die een vrij beroep uitoefenen. Dit wil niet zeggen dat alle vrije beroepen in vereniging, rentetoelagen zullen kunnen genieten, maar wel een zeer groot gedeelte.

— Hotels en restaurants gevestigd in gemeenten of steden met kunstkarakter zullen eveneens bijzondere rentetoelagen kunnen genieten, nl. dezelfde rentetoelagen als die thans van toepassing zijn voor hotels en restaurants gelegen in toeristische zones.

— De jongeren die zich vestigen als zelfstandigen zullen een rentetoelage kunnen genieten gedurende zeven jaar voor de aankoop van gebouwen. Als eerste vestiging zal kunnen beschouwd worden de vestiging binnen de achttien maanden na inschrijving in het handels- of ambachtelijk register. Deze laatste verbreding acht ik van zeer groot belang. Het is immers zo dat jongeren zich niet van meet af aan als zelfstandigen vestigen, maar eerst een proefperiode willen doormaken.

**2. Ambachtelijk krediet :**

— Krediet uitsluitend voor ambachtswerktuigen.

— Zwakke waarborgen.

— Eerste vorm van krediet aan de middenstand.

— Na afspraak met de betrokken kringen werd een nieuwe drempel van tussenkomst vastgesteld op 400.000 frank en het plafond op 2 miljoen frank (ter gelegenheid van de besprekings van mijn begroting in openbare vergadering van de Senaat heb ik aangekondigd dat ik steeds bereid bleef tot een gesprek inzake het ambachtelijk krediet).

— De voorzitter van de Interfederale Raad voor het Ambachtelijk krediet kreeg opdracht de Interfederale Raad

les points suivants : les frais de dossier, la simplification des formalités administratives, l'examen relatif à l'octroi de crédit et de subvention-intérêt.

— Mes services ont été priés de me faire parvenir un projet d'arrêté royal portant suppression, pour le crédit artisanal, de l'avis technique de la part du département. Ce texte devra toutefois être conçu de façon à permettre au département de continuer à exercer son contrôle sur les opérations de crédit et à pouvoir disposer des données statistiques indispensables.

### *3. Réduction des taux d'intérêts pratiqués par la Caisse nationale de Crédit professionnel.*

Les taux d'intérêts pratiqués par la Caisse nationale de Crédit professionnel ont évolué comme suit :

Novembre 1971 :

8,40 p.c. moins de 5 ans;  
8,50 p.c. moins de 10 ans;  
8,60 p.c. plus de 10 ans.

Février 1972 :

7,95 p.c. moins de 5 ans;  
8,20 p.c. moins de 10 ans;  
8,30 p.c. plus de 10 ans.

Fin mars 1972 :

7,50 p.c. moins de 5 ans;  
7,75 p.c. moins de 10 ans;  
7,85 p.c. plus de 10 ans.

Fin septembre 1972, on s'est limité à 2 taux :

7,25 p.c. moins de 5 ans;  
7,50 p.c. plus de 5 ans.

### *4. Crédits en application de la loi du 24 mai 1959.*

1<sup>er</sup> janvier - 30 septembre 1971 : 3.559.000.000 de francs.  
1<sup>er</sup> janvier - 30 septembre 1972 : 5.580.000.000 de francs.

### *5. Montant du crédit qui a fait l'objet de subventions-intérêts.*

En 1971, des subventions-intérêts ont été octroyées sur un montant de 2.048.077.000 francs.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 1972 et le 30 septembre 1972, le montant du crédit ayant fait l'objet de subventions-intérêts s'est élevé à 2.247.505.000 francs, ce qui représente, après neuf mois, 200 millions de plus que pour l'ensemble de 1971.

samen te roepen ten einde volgende punten te onderzoeken : de dossierkosten, de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten, het onderzoek betreffende het verlenen van krediet en rentetoelage.

— Mijn administratie werd er om verzocht mij een ontwerp van koninklijk besluit te laten geworden waarbij het technisch advies vanwege het departement voor het ambachtelijk krediet zou worden afgeschaft. Bij dit ontwerp van koninklijk besluit zal gezorgd moeten worden dat het departement toezicht kan blijven uitoefenen op de kredietverrichtingen en de noodzakelijke statistische gegevens steeds ter beschikking blijven.

### *3. Daling van de rentevoeten van toepassing bij de Nationale Kas voor Beroepskrediet.*

De rentevoeten bij de Nationale Kas voor Beroepskrediet evolueerden als volgt :

November 1971 :

8,40 pct. minder dan 5 jaar;  
8,50 pct. minder dan 10 jaar;  
8,60 pct. meer dan 10 jaar.

Februari 1972 :

7,95 pct. minder dan 5 jaar;  
8,20 pct. minder dan 10 jaar;  
8,30 pct. meer dan 10 jaar.

Einde maart 1972 :

7,50 pct. minder dan 5 jaar;  
7,75 pct. minder dan 10 jaar;  
7,85 pct. meer dan 10 jaar.

Einde september 1972 werden slechts 2 rentevoeten vastgelegd :

7,25 pct. minder dan 5 jaar;  
7,50 pct. meer dan 5 jaar.

### *4. Kredieten in toepassing wet 24 mei 1959.*

1 januari - 30 september 1971 : 3.559.000.000 frank.  
1 januari - 30 september 1972 : 5.580.000.000 frank.

### *5. Bedrag van het krediet waarop rentetoelagen werden toegestaan.*

In het jaar 1971 werden rentetoelagen toegestaan op een bedrag van 2.048.077.000 frank.

Tussen 1 januari 1972 en 30 september 1972 beliep het bedrag van het krediet waarop een rentetoelage werd toegestaan 2.247.505.000 frank. Dit is na negen maanden, 200 miljoen meer dan over het ganse jaar 1971.

*Principaux secteurs économiques, par loi de crédit, exprimés en pourcentage des crédits subsides (du 1<sup>er</sup> janvier 1972 au 30 juin 1972).*

Loi du 24 mai 1959.

1. Commerce de détail du pain . . . . .	8,611 p.c.
2. Hôtels avec restaurants . . . . .	5,536 p.c.
3. Industrie graphique . . . . .	3,717 p.c.
4. Boucheries et commerce de détail de la viande et de la charcuterie . . . . .	3,595 p.c.
5. Transport routier de marchandises . . . . .	3,143 p.c.
6. Construction générale civile et utilitaire . . . . .	2,775 p.c.
7. Chantiers de construction . . . . .	2,697 p.c.
8. Restaurants sans logement . . . . .	2,427 p.c.
9. Articles divers — alimentation . . . . .	2,386 p.c.
10. Blanchisseries, nettoyages à sec, etc. . . . .	2,123 p.c.

Loi du 17 juillet 1959.

1. Industrie graphique . . . . .	83,77 p.c.
2. Chantiers de construction . . . . .	16,23 p.c.

Loi du 30 décembre 1970.

1. Industrie graphique . . . . .	100 p.c.
<b>**</b>	

*Répartition des crédits subsides par province au 30 juin 1972.*

Anvers :	13,09 p.c.
Brabant :	18,53 p.c.
Flandre occidentale :	19,72 p.c.
Flandre orientale :	9,08 p.c.
Hainaut :	11,37 p.c.
Liège :	10,39 p.c.
Limbourg :	8,14 p.c.
Luxembourg :	6,60 p.c.
Namur :	3,08 p.c.

**\*\***

*Loi du 24 mai 1959 (du 1<sup>er</sup> janvier 1972 au 30 septembre 1972).*

- I. 1. Nombre de demandes reçues au 30 septembre 1972 : 4.899.  
 2. Montant des demandes reçues au 30 septembre 1972 : 5.580.966.000 francs.  
 3. Nombre de crédits subsides au 30 septembre 1972 : 2.014.  
 4. Montant des crédits subsides au 30 septembre 1972 : 2.247.505.000 francs.

II. Répartition du crédit subsidié par région linguistique au 30 juin 1972.

- Régions néerlandophones : 56,19 p.c.
- Régions francophones : 33,67 p.c.
- Région bruxelloise : 10,14 p.c.

**\*\***

*Voornaamste economische sectoren, per kredietwet, uitgedrukt in percenten van de gesubsidieerde kredieten (van 1 januari 1972 tot 30 juni 1972).*

Wet van 24 mei 1959.

1. Kleinhandel in brood . . . . .	8,611 pct.
2. Hotels met restaurant . . . . .	5,536 pct.
3. Grafische nijverheid . . . . .	3,717 pct.
4. Slagerijen en kleinhandel in vlees en vleeswaren . . . . .	3,595 pct.
5. Goederenvervoer over de weg . . . . .	3,143 pct.
6. Algemene burgerlijke en utiliteitsbouw . . . . .	2,775 pct.
7. Constructiewerkplaatsen . . . . .	2,697 pct.
8. Restaurants — niet logiesverstrekend . . . . .	2,427 pct.
9. Artikelen verschillende aard — voeding . . . . .	2,386 pct.
10. Wasserijen, stomerijen en dergelijke . . . . .	2,123 pct.

Wet van 17 juli 1959.

1. Grafische nijverheid . . . . .	83,77 pct.
2. Constructiewerkplaatsen . . . . .	16,23 pct.

Wet van 30 december 1970.

1. Grafische nijverheid . . . . .	100 pct.
<b>**</b>	

*Verdeling van de gesubsidieerde kredieten per provincie op 30 juni 1972.*

Antwerpen :	13,09 pct.
Brabant :	18,53 pct.
West-Vlaanderen :	19,72 pct.
Oost-Vlaanderen :	9,08 pct.
Henegouwen :	11,37 pct.
Luik :	10,39 pct.
Limburg :	8,14 pct.
Luxemburg :	6,60 pct.
Namen :	3,08 pct.

**\*\***

*Wet van 24 mei 1959 (van 1 januari 1972 tot 30 september 1972).*

- I. 1. Aantal ontvangen aanvragen op 30 september 1972 : 4.899.  
 2. Bedrag van de ontvangen aanvragen op 30 september 1972 : 5.580.966.000 frank.  
 3. Aantal gesubsidieerde kredieten op 30 september 1972 : 2.014.  
 4. Bedrag van de gesubsidieerde kredieten op 30 september 1972 : 2.247.505.000 frank.

II. Verdeling van het gesubsidieerd krediet per taalgebied op 30 juni 1972.

- Nederlands taalgebied : 56,19 pct.
- Frans taalgebied : 33,67 pct.
- Gebied Brussel : 10,14 pct.

**\*\***

*Loi du 17 juillet 1959 (du 1<sup>er</sup> janvier 1972 au 30 septembre 1972).*

1. Nombre de demandes reçues au 30 septembre 1972 : 13.
2. Montant : 152.470.000 francs.
3. Nombre de crédits subsidiés au 30 septembre 1972 : 4.
4. Montant : 14.050.000 francs.

\*\*

*Loi du 30 décembre 1970 (du 1<sup>er</sup> janvier 1972 au 30 septembre 1972).*

1. Nombre de demandes reçues au 30 septembre 1972 : 7.
2. Montant des demandes reçues : 30.450.000 francs.
3. Nombre de crédits subsidiés au 30 septembre 1972 : 3.
4. Montant des crédits subsidiés au 30 septembre 1972 : 3.780.000 francs.

## 6. Les petites et moyennes entreprises.

### 1. Importance des P.M.E.

Il n'est pas besoin de me convaincre de l'importance des P.M.E.

J'ai clairement exposé mon sentiment à cet égard à l'occasion de la discussion de mon budget en séance publique de la Chambre et du Sénat (Chambre, 30 mai 1972 - Sénat, 14 juin 1972).

*Il faut rester attentif aux intérêts des P.M.E.*

Le nombre d'entreprises sans personnel diminue sans cesse.

Dans le secteur du commerce et des services, l'évolution du nombre des P.M.E. est la suivante :

1962	84,36 p.c. du total des entreprises;
1965	82,41 p.c.
1967	81,65 p.c.
1971	79,39 p.c.

Et dans les secteurs de l'industrie et de l'artisanat :

1962	66,83 p.c.
1965	66,02 p.c.
1967	66,19 p.c.
1971	65,19 p.c.

Ces chiffres font apparaître clairement la réduction du nombre d'entreprises sans personnel, phénomène auquel il faut être vigilant.

Mais il n'y a pas lieu de s'alarmer de la situation des petites entreprises qui emploient du personnel.

*Wet van 17 juli 1959 (van 1 januari 1972 tot 30 september 1972).*

1. Aantal ontvangen aanvragen op 30 september 1972 : 13.
2. Bedrag : 152.470.000 frank.
3. Aantal gesubsidieerde kredieten op 30 september 1972 : 4.
4. Bedrag : 14.050.000 frank.

\*\*

*Wet van 30 december 1970 (van 1 januari 1972 tot 30 september 1972).*

1. Aantal ontvangen aanvragen op 30 september 1972 : 7.
2. Bedrag van de ontvangen aanvragen : 30.450.000 frank.
3. Aantal gesubsidieerde kredieten op 30 september 1972 : 3.
4. Bedrag van de gesubsidieerde kredieten op 30 september 1972 : 3.780.000 frank.

## 6. De kleine en middelgrote ondernemingen.

### 1. Belang van de K.M.O.

Er is niemand die mij moet overtuigen van het belang van de K.M.O.

Ik heb dit duidelijk gesteld ter gelegenheid van de besprekking van mijn begroting in openbare vergadering van Kamer en Senaat (Kamer, 30 mei 1972 - Senaat, 14 juni 1972).

*Wij moeten de belangen van de K.M.O. blijven behartigen.*

Het aantal ondernemingen zonder personeel vermindert voortdurend.

In de sectoren van handel en diensten is de evolutie van het aantal K.M.O. de volgende :

1962	84,36 pct. van het aantal ondernemingen;
1965	82,41 pct.
1967	81,65 pct.
1971	79,39 pct.

In de sectoren nijverheid en ambacht is de evolutie als volgt :

1962	66,83 pct.
1965	66,02 pct.
1967	66,19 pct.
1971	65,19 pct.

Uit deze cijfers blijkt dat er een vermindering is van het aantal ondernemingen zonder personeel. Men dient dus waakzaam te zijn.

Er is evenwel geen reden tot alarm wanneer men de toestand bekijkt van de kleine ondernemingen die personeel tewerkstellen.

*Nombre d'entreprises (voir Annexe).*

Entreprises occupant de 1 à 4 personnes :

1960 80.802

1971 115.037, soit une progression de 42,36 p.c.

Entreprises occupant de 5 à 9 personnes :

1960 16.629

1971 20.658, soit une progression de 23,49 p.c.

Entreprises occupant 10 à 19 personnes :

1960 9.899

1971 12.557, soit une progression de 25,70 p.c.

Entreprises occupant de 20 à 49 personnes :

1960 7.175

1971 9.230, soit une progression de 27,26 p.c.

Plus de 49 personnes occupées :

1960 4.805

1971 6.375, soit une progression de 25,20 p.c.

\*\*

*2. Reconversion des petites et moyennes entreprises.*

a) Les directives du 2 mai 1972 prévoient déjà des subventions-intérêts plus importantes pour les entreprises qui font un effort de reconversion.

b) Le problème de la reconversion est toutefois très complexe.

En séance publique du Sénat du 14 juin 1972, j'ai fait à ce sujet la déclaration suivante :

« La formule la plus simple et que nous avons sous la main consiste à copier ce qui se fait dans le domaine de l'agriculture. L'expérience a été faite aux Pays-Bas. Elle s'est soldée par un échec parce que la situation des P.M.E. ne peut être comparée avec celle de l'agriculture. C'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas commencer immédiatement avec une certaine « idée fixe ».

L'examen de ce problème a été demandé à une Commission créée au sein du Groupe de travail d'Alcantara.

Nous avons demandé au Groupe de travail de nous donner un avis au sujet des difficultés que rencontrent à certains moments les chefs d'entreprises des classes moyennes.

Le Groupe de travail abordera cette mission dès qu'il aura élaboré son avis en matière de planification de la distribution.

*7. Implantation des entreprises de grande distribution.*

1. Lors de la discussion de mon budget à la Chambre des Représentants, le 30 mai 1972, je disais entre autres :

« Parmi les plans visant à une politique de classes moyennes totalement neuve, je voudrais encore citer : ...

*Aantal ondernemingen (zie Bijlage).*

Ondernemingen met 1 tot 4 tewerkgestelden :

1960 80.802

1971 115.037 of een stijging met 42,36 pct.

Ondernemingen met 5 tot 9 tewerkgestelden :

1960 16.629

1971 20.658 of een stijging met 23,49 pct.

Ondernemingen met 10 tot 19 tewerkgestelden :

1960 9.899

1971 12.557 of een stijging met 25,70 pct.

Ondernemingen met 20 tot 49 tewerkgestelden :

1960 7.175

1971 9.230 of een stijging met 27,26 pct.

Meer dan 49 tewerkgestelden :

1960 4.805

1971 6.375 of een stijging met 25,20 pct.

\*\*

*2. Reconvertie van kleine en middelgrote ondernemingen.*

a) Reeds met richtlijnen van 2 mei 1972 werden grotere rentetoelagen voorzien voor ondernemingen die een inspanning voor reconversie leveren.

b) Het probleem van de reconversie is evenwel zeer complex.

In de Senaatsvergadering van 14 juni 1972 verklaarde ik hieraangaande het volgende :

« De gemakkelijkste formule, die welke eigenlijk voor de hand ligt, bestaat erin te copiëren wat op het gebied van landbouw wordt gedaan. Dit experiment werd gedaan in Nederland. Het is een mislukking geworden omdat de toestand in de K.M.O. niet kan worden vergeleken met de landbouw. Het is daarom dat wij niet onmiddellijk met een bepaalde « idée fixe » willen starten. »

Aan een Commissie, opgericht in de Werkgroep d'Alcantara, werd gevraagd het gestelde probleem te onderzoeken.

Wij hebben de Werkgroep gevraagd ons van advies te dienen met betrekking tot de moeilijkheden waarin leiders van een middenstandszaak op een bepaald moment geraken.

De Werkgroep zal deze opdracht aanpakken onmiddellijk na het advies dat wordt voorbereid in verband met de distributieplanologie.

*7. Inplanting grote distributie-ondernemingen.*

1. Bij de besprekking van mijn begroting in de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 30 mei 1972, heb ik o.m. het volgende gezegd :

« Bij de plannen om tot een volwaardig nieuw middenstandsbeleid te komen zou ik nog willen citeren : ...

» 4<sup>e</sup> une procédure de concertation pour l'implantation des centres de grande distribution. »

2. Lors de la discussion de mon budget au Sénat, le 14 juin 1972, j'ai fait à ce sujet la déclaration suivante :

« En ce qui concerne la procédure de concertation pour l'implantation de centres de grande distribution, vous avez sans doute pris connaissance du communiqué publié à l'issue du Conseil de Cabinet de la semaine passée et annonçant que quatre Ministres, à savoir ceux des Travaux publics, de l'Emploi et du Travail, des Affaires économiques et des Classes moyennes rencontreront les délégués des centres de grande distribution pour étudier la procédure à suivre pour une implantation plus ordonnée des centres de grande distribution.

» J'espère que ces discussions déboucheront sur de très bonnes réglementations empêchant à l'avenir les implantations anarchiques mentionnées dans ce communiqué.

» Nous espérons donc mettre fin aux implantations désordonnées d'entreprises que nous connaissons actuellement, et pouvoir mener une politique valable. »

3. Une Commission créée au sein du groupe de travail pour la programmation économique des P.M.E. a reçu pour tâche de donner un avis relatif à l'orientation de la politique en matière de planification de la distribution.

Ce groupe de travail s'est déjà réuni à plusieurs reprises et tiendra le 26 octobre 1972 une nouvelle réunion pour se prononcer sur un avis partiel, relatif :

1<sup>e</sup> à la nécessité d'une politique globale en matière de planification de la distribution;

2<sup>e</sup> aux mesures proposées.

4. Le 19 octobre, une journée d'étude a été consacrée aux problèmes de la distribution.

Un des quatre thèmes de cette journée d'étude, à laquelle participaient des représentants des indépendants, des entreprises de grande distribution et des syndicats, portait sur les implantations d'entreprises de grande distribution.

Les discussions ont permis de dégager quatre points de vue :

1<sup>e</sup> une concertation;

2<sup>e</sup> une planification pour tous;

3<sup>e</sup> une liberté orientée par les données statistiques disponibles;

4<sup>e</sup> la liberté totale.

En ce qui concerne l'implantation d'entreprises de grande distribution, les directives actuellement en vigueur se rapportent uniquement à l'urbanisme et aux nécessités de la circulation.

» 4<sup>e</sup> Een overlegprocedure voor de inplanting van grote distributiecentra. »

2. Bij de besprekking van mijn begroting in de Senaat op 14 juni 1972 heb ik hieraangaande het volgende gezegd :

« In verband met de overlegprocedure voor de inplanting van grote distributiecentra hebt U waarschijnlijk het communiqué gelezen dat na de Kabinettsraad van vorige week is bekendgemaakt en waarin wordt aangekondigd dat vier Ministers, namelijk van Openbare Werken, Tewerkstelling en Arbeid, Economische Zaken en van Middenstand, de afgevaardigden van de grote distributiecentra zullen ontmoeten om na te gaan hoe kan worden gekomen tot een meer geordende inplanting van de grote distributiecentra.

» Ik hoop dat deze besprekkingen mogen leiden tot zeer goede regelingen opdat, wat in het communiqué wordt genoemd anarchistische inplantingen, in de toekomst niet meer zouden voorkomen.

» Wij hopen aan de wanordelijke inplantingen van bedrijven, die wij thans meemaken, aldus een einde te maken en een verantwoord beleid te kunnen voeren. »

3. Aan een Commissie, opgericht in de werkgroep voor economische programmatie van de K.M.O., werd opdracht gegeven een advies uit te werken betreffende een oriëntering van het beleid inzake distributieplanologie.

Deze werkgroep is reeds een paar malen samengekomen en op 26 oktober 1972 zal een nieuwe vergadering plaatsvinden om zich uit te spreken over een deeladvies. Dit deeladvies handelt over :

1<sup>e</sup> de noodzakelijkheid van een algemeen beleid inzake distributieplanologie;

2<sup>e</sup> de voorgestelde maatregelen.

4. Op 19 oktober werd een studiedag gewijd aan de problemen van de distributie.

Eén van de vier thema's van deze studiedag, waaraan deelnamen vertegenwoordigers van de zelfstandigen, vertegenwoordigers van de grote distributieondernemingen en vertegenwoordigers van de vakbonden, handelde over de inplanting van grote distributieondernemingen.

Uit de besprekkingen op deze studiedag kwamen vier standpunten naar voren :

1<sup>e</sup> concertatie;

2<sup>e</sup> planning voor iedereen;

3<sup>e</sup> vrijheid georiënteerd door de beschikbare statistische gegevens;

4<sup>e</sup> volledige vrijheid.

Op dit ogenblik is het zo dat, wat de inplanting van grote distributiebedrijven betreft, er alleen richtlijnen gelden op stuk van stedebouw en verkeerstechniek.

Il est évident que d'autres critères, basés sur des motifs socio-économiques, doivent également entrer en ligne de compte.

L'élaboration d'une telle politique exige que l'on reprenne son souffle.

5. Je voudrais également vous renvoyer aux déclarations faites par mon collègue le Ministre De Saeger, à l'occasion de la discussion de son budget à la Chambre des Représentants le 12 octobre 1972.

Mon collègue disait alors :

« Les points de vente périphériques retiennent depuis longtemps notre attention toute particulière. Le Ministère des Travaux publics s'était déjà penché sur ce problème bien avant que les organisations des Classes moyennes ne pensent à recourir à une grève.

» Le 5 octobre 1971 a été installée une Commission spéciale chargée de rationaliser l'implantation de nouveaux points de vente. D'éminents représentants des entreprises de distribution en font partie.

» La concurrence désordonnée dans la construction de points de vente de toutes sortes constitue une des plaies d'Egypte.

» Nous y attaquer n'implique pas, toutefois que nous rejettions le principe même de tels points de vente. Car, dans ce cas, il nous aurait suffi de faire adopter une seule loi.

» Ce qui s'impose, c'est une organisation raisonnable. »

6. Comme vous le voyez, rien n'est laissé au hasard pour arriver à un accord.

## 8. Tarifs d'électricité.

Il ne faut pas perdre de vue que, depuis le début de 1972, des mesures tarifaires particulières ont été prises en faveur du secteur professionnel.

J'en ai déjà fait état au cours de la séance publique de la Chambre et du Sénat.

Dans leur ensemble, les mesures tarifaires du début de 1972 représentent pour 1972 et 1973 un effort tarifaire qui, par catégorie de consommateurs, se répartit comme suit :

Consommateurs professionnels : 287 millions de francs.  
Consommateurs domestiques : 246 millions de francs.

Pour juger de cet effort, il faut tenir compte du fait que les recettes du secteur professionnel représentent la moitié de celles du secteur domestique.

1. Quelques semaines après que le département des Classes moyennes m'eut été attribué, j'ai consulté le Conseil supérieur des Classes moyennes au sujet des tarifs d'électricité.

Het is duidelijk dat ook andere criteria dienen te spelen, gebaseerd op sociaal-economische motieven.

Om een degelijke politiek uit te werken ware het wellicht gewenst te komen tot een adempauze.

5. Ik wil ook verwijzen naar de verklaringen afgelegd door mijn collega Minister De Saeger, ter gelegenheid van de besprekking van zijn begroting in de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 12 oktober 1972.

Mijn collega heeft toen het volgende gezegd :

« De verkoopspunten in de periferie houden reeds lang onze belangstelling gaande. Vooral eer de middenstandsorganisaties aan een staking dachten is het Ministerie van Openbare Werken aan dit probleem gaan dokteren.

» Op 5 oktober 1971 werd een bijzondere commissie geïnstalleerd die ermee belast werd de implantation van nieuwe verkoopspunten te ordenen. Van deze commissie maakten eminente vertegenwoordigers van distributiebedrijven deel uit.

» De ordeoze concurrentie inzake de bouw van allerhande verkoopspunten is één der plagen van Egypte.

» Wanneer wij deze plagen tekeer gaan impliceert het echter niet dat wij ons tegen de conceptie zelf van zulke verkoopspunten zouden verzetten. Want anders hadden wij daaromtrent maar een wet moeten goedkeuren.

» Wel dringt zich een redelijke ordening op. »

6. U ziet dat er pogingen worden gedaan om te komen tot een overeenkomst.

## 8. Elektriciteitstarieven.

Men mag niet uit het oog verliezen dat sedert begin 1972 bijzondere tariefmaatregelen werden genomen ten gunste van de professionele sector.

Ik heb het daarover reeds gehad tijdens de openbare vergadering van Kamer en Senaat.

Gezamenlijk betekenen de tariefmaatregelen van begin 1972 voor 1972 en 1973 een tariefinspanning die per verbruikerscategorie als volgt verdeeld is :

Professionele verbruikers : 287 miljoen frank.  
Huishoudelijke verbruikers : 246 miljoen frank.

Bij de beoordeling van deze inspanning dient er rekening mee gehouden dat de ontvangsten van de professionele sector de helft vertegenwoordigen van de huishoudelijke.

1. Enkele weken nadat mij het departement van Middenstand werd toegewezen, heb ik om advies verzocht bij de Hoge Raad voor de Middenstand in verband met de elektriciteitstarieven.

2. L'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes a été transmis le 15 juin à M. Henrard, Secrétaire général au Comité de Contrôle.

3. Le 16 octobre 1972, j'ai reçu la réponse du Comité de Contrôle.

4. Le mercredi 18 octobre, une discussion a déjà eu lieu à mon Cabinet au sujet de cette réponse.

Assistaient entre autres à cette réunion, des représentants du Front commun.

5. Les tarifs d'électricité continuent à faire l'objet des discussions avec le Front commun.

On peut estimer dès maintenant que celles-ci nous amèneront à faire de nouvelles recommandations au Comité de Contrôle.

\*\*

## II. EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT, ADJOINT AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES CLASSES MOYENNES.

### 1. Le statut social.

L'évolution des classes moyennes a été décrite du point de vue économique, mais il est également utile de commenter l'évolution du nombre des indépendants vu sous l'angle social.

#### *Les assujettis au statut social.*

Au 31 décembre 1971, 704.706 indépendants étaient affiliés auprès des caisses d'assurances sociales. Ce nombre se répartit de la façon suivante :

Activité indépendante principale. — <i>Zelfstandige hoofdbezigheid</i> . . . . .	551.087	(78,2 %)
Activité indépendante complémentaire. — <i>Zelfstandig bijberoep</i> . . . . .	48.038	( 6,8 %)
Actifs après l'âge de la pension. — <i>Actieven na pensioenleeftijd</i> . . . . .	65.294	( 9,2 %)
<b>Sous-total. — <i>Subtotaal</i></b> . . . . .		<b>664.419</b>
 Clergé et communautés religieuses. — <i>Geestelijken en kloosterlingen</i> . . . . .	24.891	( 3,4 %)
Autres affiliés. — <i>Andere aangeslotenen</i> . . . . .	15.396	( 2,3 %)
<b>Sous-total. — <i>Subtotaal</i></b> . . . . .		<b>40.287</b>
<b>Total. — <i>Totaal</i></b> . . . . .		<b>704.706</b>

On peut formuler à ce sujet différentes remarques intéressantes et notamment les suivantes :

Parmi les 551.087 indépendants avec activité principale, on compte 77 p.c. d'hommes (423.588) et 23 p.c. de femmes (127.499);

60 p.c. des actifs après l'âge de la pension, sont des hommes;

48.038 professions indépendantes complémentaires sont exercées pour 91 p.c. par des hommes et pour 9 p.c. par des femmes.

2. Het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand werd op 15 juni overgemaakt aan de heer Henrard, Secretaris-generaal bij het Controlecomité.

3. Op 16 oktober 1972 kreeg ik de antwoordnota vanwege het Controlecomité.

4. Op woensdag 18 oktober ging reeds op mijn Kabinet een besprekking door van deze nota.

Deze besprekking werd ondermeer bijgewoond door vertegenwoordigers van het Gemeenschappelijk Front.

5. De besprekking inzake de elektriciteitstarieven worden verder besproken met het Gemeenschappelijk Front.

Reeds nu kan gesteld worden dat deze besprekkingen er zullen toe leiden nieuwe aanbevelingen te doen bij het Controlecomité.

\*\*

## II. UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS BIJ DE MINISTER VAN LANDBOUW EN MIDDENSTAND.

### 1. Het sociaal statuut.

De evolutie van de middenstand is uit een economisch standpunt beschreven, maar het is ook nuttig de evolutie van het aantal zelfstandigen uit een sociale hoek te belichten.

#### *Sociaal verzekerd.*

Op 31 december 1971 telde men 704.706 zelfstandigen aangesloten bij de sociale verzekerkassen. Dit aantal kan worden onderverdeeld als volgt :

Terzake kunnen tal van interessante opmerkingen gemaakt worden, als daar zijn :

Op 551.087 zelfstandigen met hoofdberoep zijn er 77 pct. mannen (423.588) en 23 pct. vrouwen (127.499).

De actieven na pensioenleeftijd zijn voor 60 pct. mannen.

48.038 zelfstandige bijberoepen worden voor 91 pct. uitgevoerd door mannen en voor 9 pct. door vrouwen.

En ce qui concerne l'évolution du nombre d'indépendants comparé à celui de l'année précédente, il y a lieu de spécialement mettre l'accent sur les constatations suivantes :

— Le nombre des assujettis diminue à un rythme accéléré : 7.592 en moins en 1970 (1 p.c.) — perte de 14.360 en 1971 (2 p.c.).

— La régression se fait spécialement sentir dans la catégorie des « assujettis principaux » : perte de 13.227 unités en 1970 (2,2 p.c.) et de 19.167 unités en 1971 (3,3 p.c.).

— Ces pertes sont relativement compensées par un accroissement dans les « professions complémentaires » : augmentation de 5.242 en 1970 et de 3.788 en 1971.

— Le nombre d'indépendants « actifs après l'âge de la pension » a toutefois également diminué, le recul est de 2.433 unités en 1971.

#### Pensions.

Au 31 décembre 1971, on comptait 284.413 indépendants pensionnés, ce qui représente 5,5 p.c. de plus qu'en 1970.

#### a) Situation 1971.

	Carrière. — Loopbaan			Total — Totaal
	Complète Volledig	Partielle Gedeeltelijk	Mixte (1) Gemengd (1)	
Hommes mariés. — <i>Gehuwde mannen</i> . . . . .	37.408	4.127	42.408	83.943
Isolés et séparés. — <i>Alleenstaanden en gescheidenen</i> . . . . .	25.533	4.077	26.155	55.765
Total hommes. — <i>Totaal mannen</i> . . . . .	62.941	8.204	68.563	139.708
Veuves. — <i>Weduwen</i> . . . . .	43.481	13.774	47.757	105.012
Femmes isolées. — <i>Alleenstaande vrouwen</i> . . . . .	13.133	8.420	18.140	39.693
Total femmes. — <i>Totaal vrouwen</i> . . . . .	56.614	22.194	65.897	144.705
Total des pensionnés. — <i>Totaal gepensioneerden</i> . . . . .	119.555	30.398	134.460	284.413

(1) Y compris les versements provisionnels. — *Inclusief provisionele betalingen*.

#### b) Evolution.

Depuis 1962, le nombre de personnes bénéficiant d'une pension de retraite ou de survie a augmenté de plus de 100.000 : il est passé

de 181.064 en 1962  
à 236.194 en 1967 et  
à 269.551 en 1970 pour atteindre  
284.413 en 1971.

#### Les montants des pensions.

Conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1972, les pensions ont été augmentées, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1972 et à index constant, de 6.064 francs, soit 11 p.c. pour les ménages et de 8.894 francs, soit 24 p.c. pour les isolés et les veuves.

Wat de evolutie van het aantal zelfstandigen betreft, vergeleken bij vorig jaar, moeten de volgende vaststellingen met nadruk worden onderstreept :

— Het aantal aangeslotenen daalt op versnelde wijze : 7.592 minder in 1970 (1 pct.) — 14.360 verlies in 1971 (2 pct.).

— De achteruitgang komt hoofdzakelijk voor in de categorie « hoofdberoep » : 13.227 eenheden verlies in 1970 (2,2 pct.) en 19.167 eenheden verlies in 1971 (3,3 pct.).

— Deze verliezen zijn relatief gecompenseerd door de vermeerdering van de « bijberoepen » : plus 5.242 in 1970, en plus 3.788 in 1971.

— Het aantal actieve zelfstandigen « na pensioenleeftijd » is echter ook verminderd, nl. met 2.433 eenheden in 1971.

#### Pensioenen.

Op 31 december 1971 telde men 284.413 gepensioneerde zelfstandigen, d.i. 5,5 pct. meer dan in 1970.

#### a) Toestand 1971.

#### b) Evolutie.

Sinds 1962 is het aantal personen die rust- en overlevings-pensioen genieten met ruim 100.000 gestegen,

van 181.064 in 1962,  
236.194 in 1967,  
en 269.551 in 1970  
tot 284.413 in 1971.

#### De pensioenbedragen.

Ingevolge de wet van 12 juli 1972 werden de pensioenen verhoogd, per 1 juli 1972 en bij constante index, met 6.064 frank of 11 pct. voor de gezinnen en met 8.894 frank of 24 pct. voor de alleenstaanden en weduwen.

Le tableau ci-après donne l'évolution de ces montants à partir du 1<sup>er</sup> février 1972.

De evolutie van die bedragen, uitgaande van de toestand op 1 februari 1972, blijkt uit de onderstaande tabel.

	Ménage — Gezin	Isolés et veuves — Alleenstaanden en weduwen	Index
1.2.1972 (loi du/wet 30.6.1972) . . . . .	53.934 F	36.406 F	121,19
1.7.1972 (loi/wet) . . . . .	60.000 F	45.300 F	121,19
1.8.1972 (augmentation de l'index/indexverhoging) . . . . .	61.200 F	46.206 F	123,61
1.10.1972 (augmentation de l'index/indexverhoging) . . . . .	62.424 F	47.130 F	126,08

Ces derniers montants se rapportent à la pension prise à l'âge de 65 ans; ils sont respectivement portés à 63.915 francs et 48.171 francs lorsque la pension est prise à l'âge de 66 ans, et à 65.406 francs et 49.211 francs lorsque la pension est prise à l'âge de 67 ans.

Conformément aux dispositions de la nouvelle programmation, une pension de 65.000 francs pourra être payée aux ménages à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1973. Les veuves et les isolés pourront, à cette même date, obtenir 50.200 francs, étant donné que dans la loi ces montants sont indiqués à l'indice 121,19.

Il est édifiant de jeter un regard rétrospectif sur les réalisations intervenues depuis l'instauration du régime obligatoire de pensions pour les indépendants.

Deze laatste bedragen hebben betrekking op het pensioen genomen op 65 jaar; deze bedragen worden respectievelijk, als het pensioen genomen wordt op 66 jaar, 63.915 frank en 48.171 frank en als het pensioen genomen wordt op 67 jaar, 65.406 frank en 49.211 frank.

Overeenkomstig de nieuwe programmatie zal, op 1 juli 1973, een pensioen van 65.000 frank kunnen uitgekeerd worden aan de gezinnen, en van 50.200 frank aan de weduwen en alleenstaanden, gesteld zijnde dat deze bedragen aan index 121,19 opgegeven zijn in de wet.

Een terugblik op wat terzake sinds de invoering van de verplichte pensioenregeling voor de zelfstandigen verwezenlijkt werd, is betekenisvol.

	Ménages — Gezin	Isolés — Alleenstaanden	Veuves + 65 ans — Weduwen + 65 jaar	Veuves ./65 ans — Weduwen ./ 65 jaar
1.7.1956 . . . . .	18.000	12.000	12.000	9.000
1.1.1960 . . . . .	21.000	14.000	14.000	10.500
1.4.1965 (loi/wet) . . . . .	26.928	17.952		17.952
1.7.1970 (loi/wet) . . . . .	44.686	30.137		30.137
1.10.1971 . . . . .	52.877	35.692		35.692
1.7.1972 (loi/wet) . . . . .	60.000	45.300		45.300

#### Allocations familiales.

a) Situation au 31 décembre 1971.

#### Gezinsbijslag.

a) Toestand per 31 december 1971.

Ménages attributaires		Enfants bénéficiaires	
Rechthebbende gezinnen		Rechtgevende kinderen	
— Allocations normales - Gewone kinderbijslag	208.376		452.064
avec -met 1 enfant - 1 kind	77.589	dont - w.o. 208.376 (1 <sup>er</sup> enfant - 1 <sup>e</sup> kind)	
2 enfants - 2 kind.	66.700	130.787 (2 <sup>me</sup> enfant - 2 <sup>e</sup> kind)	
3 enfants - 3 kind.	35.558	64.087 (3 <sup>me</sup> enfant - 3 <sup>e</sup> kind)	
4 enfants - 4 kind.	16.715	28.529 (4 <sup>me</sup> enfant - 4 <sup>e</sup> kind)	
5 enfants - 5 kind.	6.836	11.814 (5 <sup>me</sup> enfant - 5 <sup>e</sup> kind)	
6 et plus - 6 en meer	4.978	8.471 (6 <sup>me</sup> et au-delà - 6 <sup>e</sup> en meer)	
— Allocations d'orphelins - Verhoogde wezen-bijslag	13.264		19.315
— Allocations - enfants d'invalides - Bijslag - kinderen van invaliden	764		1.173
Total général . . . . .	222.404		472.552

*b) Evolution.*

Le nombre d'enfants bénéficiaires a diminué de 12.000 environ depuis 1969, celui des ménages attributaires de 5.500 environ.

En fait, le nombre de bénéficiaires d'allocations normales a diminué de 16.000 unités environ, tandis que le nombre d'orphelins et d'enfants d'invalides a augmenté de 4.500 environ.

La régression est la plus accentuée dans les ménages ayant un seul enfant : 100.262 en 1966, 91.037 en 1969 et 88.868 seulement en 1971 (au 30 juin).

Pour la même période, le nombre des premiers enfants bénéficiaires est tombé de 238.612 à 224.502 (au 30 juin) et à 222.404 (au 31 décembre).

Ces diminutions s'expliquent par la baisse de la natalité et la constante régression du nombre des indépendants.

*L'assurance maladie-invalidité.*

Dans le secteur assurance maladie - soins de santé, on a été obligé de prendre des mesures en vue de parer à la situation financière précaire du secteur.

Il y a lieu de signaler à ce sujet que, déjà en 1968, le produit des cotisations ne suffisait plus au maintien de l'équilibre du régime. Le régime vivait de la réserve constituée dans le courant des premières années de son existence.

Un déficit de 319 millions s'est entretenu formé pour la période 1969-1971, tandis que le déficit pour l'année 1972 avait été évalué à l'origine à 925 millions.

De récents calculs ont toutefois fait apparaître que le déficit en question serait moins élevé mais les chiffres exacts ne sont pas encore connus.

Quoiqu'il en soit, la majoration des cotisations qui est intervenue et qui permet d'espérer pour 1972 un revenu supplémentaire de 383 millions, doit être maintenue pour assurer l'équilibre du régime.

En ce qui concerne l'assurance contre l'incapacité de travail, il a, d'autre part, été envisagé de ramener la période de carence de 6 à 3 mois. La dépense supplémentaire de 50 millions environ que cette mesure aurait entraînée n'a toutefois pas permis de la réaliser.

*Le financement.*

*Les cotisations.*

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1972, un effort supplémentaire est demandé aux assurés afin de concrétiser, d'une part, leur participation au financement des avantages nouveaux en matière de pension et en vue de l'assainissement du régime assurance maladie-invalidité - secteur soins de santé, d'autre part.

*b) Evolutie.*

Sinds 1969 is het totaal aantal rechtgevende kinderen met ca. 12.000 verminderd, en dat der rechthebbende gezinnen met ca. 5.500.

In feite daalde het aantal rechtgevenden op de gewone bijslag met ca. 16.000 eenheden, terwijl het getal wezen en kinderen van invaliden met ongeveer 4.500 toegenomen is.

De daling is het meest opvallend onder de gezinnen met één kind : 100.262 in 1966, 91.037 in 1969 en nog slechts 88.868 in 1971 (op 30 juni).

In dezelfde periode is het aantal rechtgevende 1<sup>e</sup> kinderen teruggevallen van 238.612 op 224.502 (op 30 juni) en 222.404 (op 31 december).

Deze dalingen zijn toe te schrijven aan de verlaging van het geboortecijfer en aan de gestadige vermindering van het aantal zelfstandigen.

*De ziekte- en invaliditeitsverzekering.*

In de sektor ziekteverzekering - en geneeskundige verzorging is men verplicht geweest maatregelen te nemen gelet op de precaire financiële toestand van de sektor.

Daaromtrent moet worden opgemerkt dat reeds sinds 1968 de opbrengst van de bijdrage niet meer volstond om het stelsel in evenwicht te houden. Het regime leefde van de reserves samengesteld in de loop van de eerste jaren van zijn bestaan.

Ondertussen is er een deficit ontstaan van 319 miljoen voor de periode 1969-1971, terwijl het tekort voor het jaar 1972 oorspronkelijk op 925 miljoen werd geraamd.

De jongste berekeningen hebben evenwel laten uitschijnen dat dit laatste deficit minder hoog zou liggen, maar de definitieve cijfers terzake zijn nog niet gekend.

Hoe het ook zij, de bijdrageverhoging waartoe werd overgegaan en die in 1972 een meerinkomst laat verwachten van 383 miljoen, blijft geboden om het stelsel in evenwicht te houden.

Inzake de verzekering tegen arbeidsongeschiktheid werd anderdeels overwogen de carenperiode van 6 op 3 maanden terug te brengen. De supplementaire uitgave van ca. 50 miljoen die daarmee gemoeid gaat, liet evenwel niet toe de bewuste maatregel te verwezenlijken.

*De financiering.*

*De bijdragen.*

Met ingang van 1 juli 1972 wordt aan de verzekerden een supplementaire inspanning gevraagd, eensdeels om hun deelname te concretiseren in de financiering van de nieuwe voordeelen op het stuk van pensioen, anderdeels met het oog op de financiële sanering van het stelsel van ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector gezondheidszorgen.

Le produit probable des cotisations pour les secteurs allocations familiales et assurance-invalidité par contre reste inchangé en comparaison de la loi du 9 juin 1970, et ce grâce à l'application de la nouvelle clef de répartition fixée par la loi du 12 juillet 1972.

Le tableau comparatif ci-après indique les plafonds et les plafonds entrés consécutivement en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1972.

	Loi du 9 juin 1970	Loi du 12 juillet 1972
—	—	—
Plancher . . . . .	74.904	80.000
Plafond intermédiaire .	214.812	225.000
Plafond absolu . . .	369.036	420.000

Les cotisations sont dues à partir de 23.371 francs en revenus.

Le plancher de 80.000 francs est proportionné à la pension de 60.000 francs au 1<sup>er</sup> juillet 1972 (3/4).

De vermoedelijke opbrengst van de bijdragen voor de sectoren kinderbijslag en invaliditeitsverzekering daarentegen blijft ongewijzigd vergeleken bij de wet van 9 juni 1970, dank zij de toepassing van de nieuwe verdeelsleutel vastgesteld in de wet van 12 juli 1972.

De vergelijkende tabel van de sinds 1 juli 1972 in voege gebrachte drempels en plafonds volgt hierna.

	Wet van 9 juni 1970	Wet van 12 juli 1972
Drempel . . . . .	74.904	80.000
Intermediair plafond .	214.812	225.000
Maximum plafond . .	369.036	420.000

De bijdragen zijn verschuldigd vanaf 23.371 frank inkomen.

De drempel 80.000 frank staat in verhouding tot het pensioen van 60.000 frank per 1 juli 1972 (3/4).

	Loi du 9.6.1970 Wet 9.6.1970	Loi du 12.7.1972 Wet 12.7.1972	Augmentation Verhoging

Du plafond au plafond intermédiaire. — *Van drempel tot tussenplafond* .

— Pension. — <i>Pensioen</i> . . . . .	6 %	6,32 %	
— Allocations familiales. — <i>Kinderbijslag</i> . . . . .	4 %	3,85 %	
— A.M.I.-indemnités. — <i>Z.I.V.-vergoedingen</i> . . . . .	0,35 %	0,33 %	
Sous-total. — <i>Subtotaal</i> . . . . .	10,35 %	10,50 %	+ 0,15 %
— A.M.I.-soins. — <i>Z.I.V.-zorgen</i> . . . . .	1,50 %	2 %	+ 0,50 %
	11,85 %	12,50 %	

Du plafond intermédiaire au plafond absolu. — *Van tussen- tot maximumplafond*.

— Solidarité (tous les secteurs). — <i>Solidariteit (alle sectoren)</i> . . . . .	2,15 %	
— Trois premiers secteurs. — <i>Eerste drie sectoren</i> . . . . .		2,50 %
— A.M.I.-soins. — <i>Z.I.V.-zorgen</i> . . . . .		2 %
	4,50 %	+ 2,35 %

Les majorations globales des cotisations produiront probablement en 1973, à l'indice 121,19, des revenus supplémentaires de 738 millions dans le secteur pensions et de 887 millions pour l'assurance maladie-invalidité - soins de santé.

#### *Les subsides de l'Etat.*

La loi du 12 juillet 1972 n'a modifié les subsides de l'Etat ni pour l'assurance maladie-invalidité, ni pour le secteur des allocations familiales.

De globale bijrageverhogingen zullen, aan index 121,19 in 1973 een vermoedelijke meeropbrengst leveren van 738 miljoen voor de ziekteverzekering - geneeskundige zorgen.

#### *De rijkstegemoetkoming.*

De wet van 12 juli 1972 heeft de rijkstegemoetkoming niet gewijzigd, noch voor de ziekte- en invaliditeitsverzekering, noch voor de sektor kinderbijslag.

En ce qui concerne le secteur des pensions, où l'Etat intervient à raison de 50 p.c. des nouveaux avantages depuis la loi de programmation de juin 1970, les subsides supplémentaires dans le cadre de la loi du 12 juillet 1970 seront portés de 350 millions de francs en 1972 à 738 millions de francs pour l'année 1973.

Voici pour les années 1968 à 1973, le montant des subsides accordés par l'Etat, comparés aux charges des pensions :

	Charges sociales	Subsides de l'Etat
1968	5.321	2.652
1969	5.825	2.833
1970	6.604	3.326
1971	8.167	3.852
1972	9.926	5.186
1973	13.034	6.457

#### *Le Groupe de travail « Allard ».*

Le Groupe de travail chargé de l'étude du statut social des indépendants et constitué par l'arrêté royal du 9 mars 1962, a repris ses activités le 9 octobre dernier.

La mission générale du Groupe de travail consiste à examiner dans quelle mesure la législation sociale pour les indépendants répond aux nécessités sociales et si elle est toujours valable.

Les missions particulières du Groupe consistent, entre autres, à examiner la finalité du statut social, la façon dont la solidarité doit être réalisée entre les groupes sociaux et la mesure dans laquelle on désire garantir l'assurance sociale des ménages.

En matière de pensions se pose notamment la question de savoir s'il faut tendre vers une pension minimum, une pension proportionnelle aux revenus ou à la pension dite nationale, quelle que soit la signification donnée à cette notion.

A brève échéance, on attend de ce Groupe des avis partiels qui permettraient d'améliorer en certains points le régime de pension actuel.

A moyenne échéance, les travaux du Groupe doivent envisager la relève du régime de pension pour les indépendants, en tenant compte notamment de la situation démographique défavorable qui caractérise ce groupe de la population.

#### **2. Accès à la profession.**

Au moment où elles demandaient le vote d'une loi organisant l'accès à la profession pour les P.M.E., les organisations professionnelles et interprofessionnelles étaient essentiellement préoccupées d'imposer pour tous ceux qui prétendaient accéder à l'ensemble des professions indépendantes, une formation suffisante pour leur permettre de gérer valablement leurs entreprises.

Wat de pensioensektor betreft, waar het Rijk sinds de programmatiewet van 10 juni 1970 voor 50 pct. tussenkomt in de kosten van de nieuwe voordelen, zal de supplementaire tegemoetkoming in het raam van de wet van 12 juli 1970 opgetrokken worden van 350 miljoen frank in 1972 tot 738 miljoen frank voor het jaar 1973.

Voor de jaren 1968 tot 1973 belopen de subsidies die de Staat verleent in vergelijking met de last der pensioenen :

	Sociale lasten	Staatssubsidie
1968	5.321	2.652
1969	5.825	2.833
1970	6.604	3.326
1971	8.167	3.852
1972	9.926	5.186
1973	13.034	6.457

#### *De Werkgroep « Allard ».*

De Werkgroep belast met de studie van het sociaal statuut der zelfstandigen, opgericht bij koninklijk besluit van 9 maart 1962 heeft zijn werkzaamheden hervat op 9 oktober jl.

De algemene opdracht van de Werkgroep bestaat erin na te gaan in welke mate de sociale wetgeving voor de zelfstandigen aan de maatschappelijke behoeften beantwoordt en nog steeds geldig is.

De bijzondere opdrachten van de groep bestaan erin, o.m. te onderzoeken welke de finaliteit is van het sociaal statuut der zelfstandigen, na te gaan hoe de solidariteit tussen de maatschappelijke groepen moet verwezenlijkt worden en welke de sociale zekerheid is die men aan de gezinnen wenst te verzekeren.

Op het stuk van pensioen stelt zich inzonderheid de vraag of men moet streven naar een minimum pensioen, naar een pensioen in verhouding tot de inkomsten dan wel naar een zogenaamd nationaal pensioen, welke ook de betekenis zij welke aan het begrip gehecht wordt.

Op korte termijn worden van de Werkgroep deeladviezen verwacht die zouden toelaten de huidige pensioenregeling op bepaalde punten te verbeteren.

Op middellange termijn moeten de werkzaamheden van de groep in de voortzetting voorzien van de pensioenwetgeving ten gunste van de zelfstandigen, rekening houdend o.m. met de ongunstige demografische toestand die deze bevolkingsgroep kenmerkt.

#### **2. Vestigingswet.**

Toen ze aanstuurden op het stemmen van een vestigingswet voor de K.M.O., was de grote zorg van de beroeps- en interprofessionele verenigingen dat aan alwie zich vestigen wilden in een van de zelfstandige beroepen een voldoende opleiding zou worden opgelegd die hen in staat zou stellen hun onderneming volwaardig te leiden.

La formation nécessaire a incontestablement un aspect technique. Mais l'évolution économique de nos pays est telle qu'on peut se demander si, en fin de compte, la formation à la gestion ne dépasse pas en importance la formation technique.

L'idée d'indépendance qu'évoquent les notions de P.M.E. et de Classes moyennes n'a plus qu'une valeur relative dans ce sens que l'évolution des choses est telle que l'indépendance de tous diminue. L'intérêt des consommateurs comme celui des Classes moyennes postule de la part de celles-ci une bonne connaissance de la profession sous tous ses aspects avant que son exercice puisse être entrepris de manière indépendante. C'est dans le cadre de l'accès à la profession que ce problème devait trouver une première solution encore imparfaite.

C'est depuis 1950, que des propositions ont été faites en Belgique pour réglementer l'établissement. Les premières propositions émanèrent de parlementaires, mais en 1955 le Gouvernement décida de déposer un projet de loi. Le 24 décembre 1958 (*Moniteur belge* 11 janvier 1959) fut promulguée la loi introduisant des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises artisanales, les P.M.E. de commerce et dans la petite industrie.

Cette loi était centrée sur les organismes consultatifs des Classes moyennes qui reçurent du législateur le droit exclusif d'initiative dans l'élaboration des arrêtés d'établissement. Cette procédure fut introduite pour donner aux citoyens la possibilité de participer à l'élaboration de la politique.

Au Sénat, un orateur fit remarquer en 1958 qu'entre 1949 et 1957, 3.852 Néerlandais avaient pu s'établir en Belgique, tandis que 5 Belges seulement avaient pu satisfaire aux conditions d'établissement en vigueur au Pays-Bas. La ratification du Traité C.E.E. comportant la liberté d'établissement faisait de la loi d'établissement une nécessité urgente en vue de protéger certaines entreprises belges contre la suroccupation provoquée en Belgique par les entreprises étrangères.

#### *Législation supranationale 1958-1959.*

Bien que le Traité C.E.E. ait été à la base de l'approbation de la loi d'établissement de 1958, le contenu de cette loi ne s'inscrivait pas dans l'optique de la C.E.E.

Dès lors, la Belgique fut, au même titre que ses partenaires, contrainte d'adapter cette législation. La loi du 8 juillet 1964 (*Moniteur belge*, 23 juillet 1964) modifia l'article 4 de la loi d'établissement de 1958 dans ce sens qu'elle donnait au Roi la possibilité de reconnaître, comme justification suffisante des conditions d'exercice de la profession, toute preuve imposée conformément aux accords internationaux. Ce texte, repris à l'article 9 de la loi d'établissement de 1970, est comparable à l'article 13, 1, b, de loi néerlandaise d'établissement du commerce de détail de 1971. Les deux législations portent exécution préalable non seulement de directives existantes, mais aussi de directives qui ne sont pas encore publiées.

De nodige opleiding vertoont ongetwijfeld een technisch aspect. De economische evolutie in onze gewesten is echter van die aard dat men zich de vraag moet stellen of uiteindelijk de opleiding tot bedrijfsbeheer niet belangrijker is dan de technische opleiding.

De idee « zelfstandigheid » die opgeroepen wordt door de begrippen K.M.O. en Middenstand is relatief geworden in de zin dat de algemene evolutie zo is dat ieders zelfstandigheid afneemt. De belangen van de Middenstand en van de verbruikers eisen dat de zelfstandigen hun beroep in al zijn aspecten goed zouden kennen voor dat zij het als zelfstandige beginnen uit te oefenen. Het is in het kader van de vestigingswetgeving dat dit vraagstuk een eerste voorlopig onvolmaakte oplossing moet vinden.

Vanaf 1950 werden voorstellen ingediend om de vestiging in België te regelen. De eerste voorstellen kwamen van parlementsleden, tot in 1955 de Regering besloot een wetsontwerp in te dienen. Op 24 december 1958 (*Belgisch Staatsblad* 11 januari 1959) werd de wet uitgevaardigd waarbij beroepsuitoefningsvoorraarden kunnen worden ingevoerd in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen.

Deze wet steunde op de consultatieve organismen van de Middenstand die van de wetgever het exclusieve initiatiefrecht kregen voor het opmaken van vestigingsbesluiten. Deze procedure werd ingesteld om aan de burgers de mogelijkheid te bieden deel te nemen aan het bepalen van het beleid.

In 1958 werd in de Senaat opgemerkt dat, van 1949 tot 1957, 3.852 Nederlanders zich in België hadden kunnen vestigen terwijl slechts 5 Belgen hadden kunnen voldoen aan de Nederlandse vestigingseisen. De bekraftiging van het E.E.G.-verdrag, dat de vrijheid van vestiging inhoudt, maakte van de vestigingswet een dringende noodzaak om sommige Belgische ondernemingen te beschermen tegen de overbezetting die in België door de buitenlandse ondernemingen werd veroorzaakt.

#### *Supranationale wetgeving 1958-1959.*

Al lag het E.E.G.-verdrag aan de basis van de goedkeuring van de vestigingswet van 1958 toch was de inhoud van deze laatste niet conform met de optiek van de E.E.G.

Zoals de andere lidstaten werd België dus verplicht deze wetgeving aan te passen. De wet van 8 juli 1964 (*Belgisch Staatsblad*, 23 juli 1964) wijzigde artikel 4 van de vestigingswet van 1958 in deze zin dat aan de Koning de mogelijkheid gegeven werd als voldoende bewijs voor de beroepsuitoefningsvoorraarden te erkennen elk bewijs opgelegd overeenkomstig de internationale akkoorden. Deze tekst die hernommen werd in artikel 9 van de vestigingswet van 1970 kan worden vergeleken met artikel 13, 1, b, van de Nederlandse vestigingswet voor de detailhandel van 1971. Beide wetgevingen houden niet alleen de voorafgaande uitvoering in van bestaande richtlijnen maar tevens ook van richtlijnen die nog niet zijn gepubliceerd.

*Où en sommes-nous aujourd'hui ?*

Vingt-trois professions sont actuellement réglementées. A l'exception de la profession d'opticien-lunetier, elles sont toutes adaptées à la législation du 15 décembre 1970.

Cette nouvelle loi dont les mesures d'exécution ont paru, en même temps que la loi, au *Moniteur belge* du 20 mars 1971, voulait, sans modifier l'esprit de la législation précédente, en adapter l'application antérieure pour la rendre plus simple et plus souple.

*Situation des professions réglementées et dernières statistiques.*

	Attestations délivrées
Menuisier-charpentier . . . . .	19.941
Installateur en chauffage central . . . . .	5.353
Plafonnier-cimentier . . . . .	6.624
Courtier d'assurances . . . . .	10.880
Coiffeur . . . . .	31.261
Menuisier . . . . .	3.383
Peintre . . . . .	13.209
Négociant en grains . . . . .	5.178
Grossiste en viandes-chevillard . . . . .	3.462
Opticien-lunetier . . . . .	3.195
Cycles . . . . .	6.183
Cyclomoteurs . . . . .	5.375
Motocyclettes . . . . .	4.260
Maçonnerie et béton . . . . .	18.128
Tailleur de pierres . . . . .	1.755
Photographe . . . . .	3.772
Combustibles solides . . . . .	11.244
Marbrier . . . . .	1.542
Fourrages et pailles . . . . .	1.634
Carreleur . . . . .	7.703
Electricien-installateur . . . . .	13.184
Tapissier-poseur de revêtements . . . . .	11.539
Horloger-réparateur . . . . .	3.010
<hr/>	
	191.782

Quatorze arrêtés, concernant seize professions, ont été publiés au *Moniteur belge*.

Quatorze arrêtés signés le 19 mai 1972 n'ont pas encore paru. Il s'agit des arrêtés concernant les professions de meunier, grossiste en viande-chevillard, détaillant en combustibles solides et horloger-réparateur.

Deux autres arrêtés ont reçu l'avis favorable du Conseil supérieur et devront être publiés; ils concernent les coiffeurs et les courtiers d'assurances.

Seul l'arrêté concernant les opticiens-lunetiers est toujours en suspens.

*Projet de nouvelles réglementations.*

Indépendamment de ces professions, six requêtes de réglementation répondant aux dispositions de la loi du 15 décembre ont été introduites officiellement.

*Waar staan wij vandaag ?*

Drieëntwintig beroepen zijn thans gereglementeerd. Met uitzondering van het beroep van opticien-brillenmaker zijn alle aangepast aan de wetgeving van 15 december 1970.

Deze nieuwe wet, die samen met de uitvoeringsbesluiten gepubliceerd werd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971, wenste, zonder de geest van de vorige wetgeving te wijzigen, de vroegere toepassing te vereenvoudigen en te versoepelen.

*Toestand van de gereglementeerde beroepen en laatste statistieken.*

	Aangeleverde getuigschriften
Schrijnwerker-timmerman . . . . .	19.941
Installateur in centrale verwarming . . . . .	5.353
Plafonneerder-cementwerk . . . . .	6.624
Verzekeringsmakelaar . . . . .	10.880
Kapper . . . . .	31.261
Schrijnwerker . . . . .	3.383
Schilder . . . . .	13.209
Handelaar in granen . . . . .	5.178
Slager-groothandelaar . . . . .	3.462
Opticien-brillenmaker . . . . .	3.195
Fietsen . . . . .	6.183
Bromfietsen . . . . .	5.375
Motorfietsen . . . . .	4.260
Metselaar-betonwerk . . . . .	18.128
Steenhouwer . . . . .	1.755
Fotograaf . . . . .	3.772
Vaste brandstoffen . . . . .	11.244
Marmerbewerker . . . . .	1.542
Foerage en stro . . . . .	1.634
Tegelzetter . . . . .	7.703
Elektrotechnisch installateur . . . . .	13.184
Behanger-bekleder . . . . .	11.539
Horlogemaker-hersteller . . . . .	3.010
<hr/>	
	191.782

Veertien besluiten, die zestien beroepen betreffen, zijn in het *Belgisch Staatsblad* verschenen.

Vier besluiten op 19 mei 1972 getekend werden nog niet gepubliceerd. Het gaat om de besluiten voor de beroepen van molenaar, slager-groothandelaar, kleinhandelaar in vaste brandstoffen en horlogemaker-hersteller.

Twee andere besluiten werden gunstig geadviseerd door de Hoge Raad en zullen moeten worden gepubliceerd; zij betreffen de kappers en verzekeringsmakelaars.

Alleen het besluit inzake de opticiens-brillenmakers is nog hangende.

*Ontwerpen van nieuwe reglementeringen.*

Onafhankelijk van deze beroepen werden officieel zes aanvragen tot reglementering ingediend die beantwoorden aan de bepalingen van de wet van 15 december.

Elles visent les activités de :

- mécanicien-dentiste;
- négociant détaillant en combustibles liquides;
- entrepreneur de travaux de vitrerie;
- entrepreneur de travaux de récolte et de battage;
- garagiste-réparateur;
- négociant en véhicules d'occasion.

*Comment apprécier l'efficacité de la loi ?*

1<sup>o</sup> Les professions qui ont demandé la réglementation ont presque toutes un caractère artisanal.

Quatre professions commerciales seulement sont réglementées. Elles sont toutes quatre très nettement spécialisées :

- négociant en grains;
- grossiste en viande-chevillard;
- négociant en combustibles solides;
- négociant en fourrage et paille.

L'ensemble des professions participant à ces activités commerciales représentent 21.518 entreprises sur un total de 191.782 entreprises réglementées.

2<sup>o</sup> La loi est de mieux en mieux connue.

Les statistiques le démontrent en faisant apparaître une diminution importante du nombre de demandes inutiles et une meilleure préparation des candidats.

Cette constatation ressort du tableau ci-après.

*Evolution du nombre des attestations demandées et délivrées par les Chambres de Métiers et Négocios (art. 11) — période 1961-1970.*

Zij hebben betrekking op de activiteit van :

- tandtechnicus;
- kleinhandelaar in vloeibare brandstoffen;
- aannemer van glaswerken;
- aannemer van oogst-en dorswerken;
- garagist-hersteller;
- handelaar in tweedehandswagens.

*Hoe de doelmatigheid van de wet beoordeelen ?*

1<sup>o</sup> De beroepen die een reglementering hebben gevraagd, hebben bijna alle een ambachtelijk karakter.

Slechts vier handelsberoepen zijn reglementeerd. Zij zijn alle vier duidelijk gespecialiseerd :

- handelaar in granen;
- slager-groothandelaar;
- handelaar in vaste brandstoffen;
- handelaar in foerage en stro.

Het geheel van de beroepen die deelnemen aan deze handelsactiviteiten vertegenwoordigen 21.518 ondernemingen op een totaal van 191.782 gereglementeerde bedrijven.

2<sup>o</sup> De wet raakt steeds better bekend.

De statistieken bewijzen dit door een sterke daling van het aantal nutteloze aanvragen en een betere voorbereiding van de kandidaten.

Het bewijs kan worden afgelezen uit de onderstaande tabel.

*Evolutie van het aantal gevraagde attesten en van het aantal attesten aangeleverd door de Kamers van Ambachten en Neringen (art. 11) — periode 1961-1970.*

	Attestations demandées Gevraagde attesten		Attestations délivrées Aangeleverde attesten		Proportion Verhouding %
	Nombre — Aantal	%	Nombre — Aantal	%	
1961-1962 . . . . .	714	3,54	298	2,11	41,7
1963 (8 professions/beroepen) . . . . .	655	3,25	277	1,96	42,2
1964 (9 professions/beroepen) . . . . .	872	4,33	415	2,94	47,6
1965 (15 professions/beroepen) . . . . .	1.578	7,82	937	6,63	59,3
1966 (18 professions/beroepen) . . . . .	2.217	11,—	1.410	9,98	63,6
1967 (19 professions/beroepen) . . . . .	2.863	14,20	2.158	15,26	75,3
1968 (19 professions/beroepen) . . . . .	2.841	14,06	2.195	15,51	77,3
1969 (22 professions/beroepen) . . . . .	4.017	19,92	2.925	20,70	72,8
1970 (24 professions/beroepen) . . . . .	4.412	21,88	3.521	24,91	79,8

(1) Pour 1961 et 1962, la ventilation n'est pas disponible. — Voor 1961 en 1962 is geen ventilatie vorhanden.

Jusqu'en 1963, le rapport entre les attestations sollicitées et les attestations délivrées était de 42 p.c.

En 1970, il était passé à 80 p.c.

L'explication de cette évolution tient, d'une part, dans le fait que l'enseignement approprié s'est largement développé partout et permet aux intéressés de se préparer de meilleure manière; d'autre part, dans le fait que la nouvelle loi sur le registre de commerce interdit l'inscription à ceux qui ne sont pas au préalable porteur de l'attestation requise par la loi d'établissement.

3º Le coefficient de renouvellement théorique annuel semble mener vers une relève normale et régulière.

Alors que les coefficients de renouvellement étaient particulièrement faibles pendant les premières années d'application de la loi, la plupart n'atteignant même pas un pour cent, il apparaît que les coefficients actuels oscillent entre 2 et 3. A 3 p.c., on pourrait considérer que l'on a atteint un niveau normal puisqu'il correspondait à une longévité moyenne des entreprises de 33 ans.

#### *Quelles orientations faut-il donner à la loi ?*

1º Dans le secteur des professions artisanales, les multiples interventions dont le Cabinet et l'Administration sont l'objet ont souvent pour but de signaler le caractère abnormal d'une loi qui impose à des professionnels l'obligation de détenir, pour exercer normalement leur profession, *plusieurs attestations d'activité*.

C'est le cas dans le secteur de la construction où un installateur de cheminées doit, pour être en règle, posséder des attestations de plafonneur-cimentier, maçon, marbrier et éventuellement charpentier-menuisier.

J'ai récemment fait l'objet d'une démarche de la part d'un vendeur de châlets en bois.

Pour pouvoir faire lui-même l'installation des châlets qu'il vendait, l'intéressé était tenu d'être en possession de sept attestations d'activités différentes.

Il est évident qu'une telle situation ne peut être considérée comme normale. Une étude approfondie du problème sera entamée incessamment pour trouver les formules qui éviteront ces difficultés sans cependant énerver l'application de la loi.

#### *2º Dans le secteur des professions commerciales.*

J'ai déjà dit le peu de demandes de réglementation introduites dans le secteur commercial.

La situation actuelle est paradoxale. Elle ne répond pas aux vœux des auteurs de la loi qui attendaient la réglementation davantage dans les professions à moindre caractère technique que dans les autres.

Il est probable que l'accès à la profession est apparu à certains dirigeants d'organisations professionnelles comme une menace de « *numerus clausus* » qui aurait provoqué des difficultés à l'occasion de la remise des commerces, met-

Tot 1963 was de verhouding tussen de gevraagde attesten en de afgeleverde attesten 42 pct.

In 1970 was deze gestegen tot 80 pct.

Deze evolutie heeft een dubbele oorsprong : enerzijds heeft de aangepaste opleiding zich overal sterk ontwikkeld en stelt ze de belanghebbenden in staat zich op een betere wijze voor te bereiden; anderzijds verbiedt de nieuwe wet op het handelsregister de inschrijving van degenen die niet vooraf in het bezit zijn van het attest vereist door de vestigingswet.

3º Het coëfficiënt van de jaarlijkse theoretische hernieuwing schijnt op een normale en regelmatige aflossing te wijzen.

Tijdens de eerste toepassingsjaren waren deze coëfficiënten bijzonder laag; de meesten haalden niet eens één percent. De huidige coëfficiënten schommelen echter rond 2 à 3. pct. Op 3 pct. zou men kunnen spreken van een normaal niveau omdat dit overeenstemt met een gemiddelde levensduur van de ondernemingen van 33 jaar.

#### *Welke richting moet men aan de wet geven ?*

1º In de sector van de ambachtelijke beroepen hebben de talrijke tussenkomsten bij het Kabinet of de Administratie dikwijls als doel te wijzen op het abnormal feit dat een wet aan beroepsmensen oplegt *verschillende activiteitsattesten* te bezitten voor de normale uitoefening van hun beroep.

Dit is het geval in de bouwsector waar een schoorsteenplaats, om in regel te zijn, attesten moet bezitten als plafonneerde-cementeerde, metser, marmerbewerker en desgevallend ook schrijnwerker-timmerman.

Onlangs ontving ik een vraag van een verkoper van houten chalets.

Om zelf de installatie te kunnen doen van de chalets die hij verkocht moest belanghebbende houder zijn van zeven verschillende activiteitsattesten.

Het is duidelijk dat een dergelijke toestand niet als normaal kan worden aangezien. Een grondige studie van dit probleem zal kortelings worden aangevat om formules te vinden die deze moeilijkheden zullen vermijden zonder de toepassing van de wet te ontzenuwen.

#### *2º In de sector van de handelsberoepen.*

Ik heb reeds gezegd hoe weinig aanvragen tot reglementering voor de handelssector werden ingediend.

De huidige toestand is paradoxal. Hij beantwoordt niet aan de wensen van de wetgever die de reglementering eerder verwachtte voor de beroepen met een minder technisch karakter.

Waarschijnlijk is de vestigingswet door sommige leiders van beroepsverenigingen geïnterpreteerd als een gevaar tot « *numerus clausus* » die moeilijkheden zou hebben uitgelokt bij het overlaten van handelszaken omdat een aantal

tant un certain nombre de cédants devant l'impossibilité de trouver un preneur qui pourrait prouver ses qualifications professionnelles et de gestion.

Le système d'augmentation du coefficient annuel de renouvellement dans les professions artisanales qui atteint aujourd'hui près de 3 p.c. semble prouver que ces craintes étaient erronées. En effet, les exigences de l'accès aux professions artisanales sont généralement bien plus grandes que celles qui interviendraient dans les professions commerciales. C'est la raison pour laquelle, en application de la loi du 15 décembre 1970, j'ai chargé l'Administration de la réglementation de préparer un projet d'arrêté royal qui, après avis du Conseil supérieur des Classes moyennes, serait susceptible d'introduire d'initiative gouvernementale la réglementation à l'accès des professions du commerce de textile.

### 3<sup>e</sup> Sur le plan international.

En vertu des accords qui nous lient à nos partenaires du Marché commun, nous sommes tenus de supprimer toutes les discriminations entre les ressortissants des pays membres de la C.E.E. dans les secteurs qui ont fait l'objet de directives, de délibérations ou de mesures transitoires. De telles directives existent dès à présent dans les secteurs suivants :

- le commerce de gros en général;
- les industries de transformation (industrie et artisanat);
- les intermédiaires du commerce, de l'industrie et de l'artisanat;
- le commerce de détail;
- les affaires immobilières et les services fournis aux entreprises;
- les industries alimentaires et la fabrication des boissons;
- les hôtels, restaurants et débits de boissons.

Dans toutes ces matières, si aucune réglementation d'accès à la profession n'existe ou n'intervient, nous sommes tenus d'accepter sans restriction tous les ressortissants des neuf pays appartenant à la Communauté.

Au contraire, les pays dans lesquels la réglementation est généralisée ne sont tenus de recevoir les ressortissants belges que dans la mesure où ils satisfont aux conditions d'accès imposées aux nationaux.

Si on ne veut pas que la Belgique devienne la poubelle de l'Europe en matière de commerce de détail, il importe de légiférer rapidement dans ce domaine.

### 4<sup>e</sup> Formation professionnelle et loi d'établissement.

La formation professionnelle a pour but d'aider l'indépendant à obtenir le niveau de formation le plus élevé possible.

La législation en matière d'établissement au contraire ne cherche à imposer que le strict minimum de connaissances estimé indispensable pour pouvoir exercer une profession réglementée. C'est la raison pour laquelle la nouvelle loi

mensen die hun zaak zouden wensen over te laten onmogelijk iemand zouden vinden die het bewijs kon leveren van zijn beroeps- en beheersbekwaamheid.

Het systeem van vermeerdering van het jaarlijks hernewingscoëfficiënt in de ambachtelijke beroepen dat thans ongeveer 3 pct. bedraagt, schijnt te bewijzen dat deze vrees ongegrond was. De eisen die gesteld worden voor de vestiging in ambachtelijke beroepen zijn inderdaad meestal groter dan deze die gesteld zouden worden voor handelsberoepen. Om deze reden heb ik, in toepassing van de wet van 15 december 1970, aan de Administratie van de Reglementering de opdracht gegeven een ontwerp van koninklijk besluit voor te bereiden dat, na advies van de Hoge Raad voor de Middenstand, zou kunnen leiden tot het instellen van regeringswege van een vestigingsreglementering voor de beroepen van de textielhandel.

### 3<sup>e</sup> Op internationaal vlak.

In toepassing van de akkoorden die ons binden met onze partners in de Gemeenschappelijke Markt zijn wij ertoe gehouden alle discriminaties op te heffen tussen de onderhogeren van de lidstaten van de E.E.G. in de sectoren die het voorwerp hebben uitgemaakt van deliberatie-richtlijnen of van overgangsmaatregelen. Dergelijke richtlijnen bestaan nu reeds voor de volgende sectoren :

- de groothandel in het algemeen;
- de verwerkende nijverheid (nijverheid en ambacht);
- de tussenpersonen in handel, nijverheid en ambacht;
- de detailhandel;
- de onroerende zaken en de diensten aan ondernemingen geleverd;
- de voedingsnijverheid en het fabriceren van dranken;
- de hotels, restaurants en drankslijterijen.

Indien in deze sectoren geen vestigingsreglementering bestaat of wordt uitgevaardigd zijn wij ertoe gehouden zonder restricties alle onderhogeren te aanvaarden uit de negen landen van de Gemeenschap.

Daarentegen zijn de landen waar de vestiging algemeen is gereglementeerd er toe gehouden de Belgische onderhoger slechts te aanvaarden in de mate dat deze beantwoorden aan de vestigingseisen die in het betrokken land gelden.

Wil men vermijden dat België de afvalmand wordt van Europa inzake detailhandel dan is het belangrijk ter zake snel te legifereren.

### 4<sup>e</sup> Beroepsopleiding en vestigingswet.

De beroepsopleiding heeft tot doel de zelfstandige te helpen het hoogste opleidingsniveau te bereiken.

De wetgeving inzake vestiging daarentegen wenst slechts het strikte minimum aan kennis op te leggen dat noodzakelijk wordt geacht om een gereglementeerd beroep te kunnen uitoefenen. Om deze reden heeft de nieuwe vestigingswet als

d'accès a admis comme preuve suffisante en matière de gestion le certificat de capacité commerciale qui peut être obtenu depuis cette année après la réussite de l'examen de connaissances de gestion de la première année de patronat. Il serait nécessaire que la formation en matière de gestion dispensée par les autres formes d'enseignement soit adaptée et relevée en vue d'atteindre le même niveau de formation.

Par ailleurs, la question doit être posée de savoir si l'octroi de cette attestation au terme de la première année de patronat constitue une bonne mesure. La formation patronale constitue en effet un tout que les candidats auraient intérêt à recevoir intégralement pour leur garantir un minimum de formation suffisante.

### 3. Formation professionnelle.

Bien que le budget de la Formation professionnelle ait été transféré aux Conseils culturels, il n'est pas possible d'ignorer la matière elle-même au moment où la Commission du Sénat évoque la situation des classes moyennes sur les plans économique et social.

Le montant des dotations s'élève pour le budget de la communauté culturelle française à 179.152.000 francs tandis qu'il se chiffre à 222.468.000 francs au budget de la communauté culturelle néerlandophone.

#### I. Objectifs.

Le réseau de formation et de perfectionnement professionnels des classes moyennes poursuit divers objectifs que l'on peut résumer comme suit :

#### A. Formation.

La formation des futurs chefs d'entreprise et de leurs plus proches collaborateurs se fait éventuellement dans le cadre d'un réseau conçu pour apporter aux intéressés les connaissances techniques propres à leur profession et les connaissances de gestion communes à l'ensemble des entreprises commerciales, artisanales et de service. Cette formation se fait en deux stades successifs.

##### 1<sup>o</sup> Le stade du prépatronat.

En attendant d'avoir l'âge et la maturité leur permettant d'aborder le patronat, les jeunes gens qui choisissent cette voie sont liés par un contrat d'apprentissage à un patron exerçant la profession qu'ils désirent eux-mêmes pratiquer. Ils reçoivent quotidiennement une formation pratique à l'atelier et participent hebdomadairement à des séances de formation théorique qui encadre et complète la pratique.

##### 2<sup>o</sup> Le stade du patronat.

Dégagés de la tutelle patronale ou de servitudes de l'enseignement de plein temps, les futurs patrons s'engagent dans la vie professionnelle avec la volonté de devenir eux-mêmes

voldoende bewijs inzake bedrijfsbeheer het getuigschrift van handelsbekwaamheid aanvaard dat sedert dit jaar kan worden behaald na het slagen in het examen bedrijfsleer van het eerste jaar patroonopleiding. Het wäre nodig dat de opleiding inzake bedrijfsbeheer die gegeven wordt door de andere onderwijsstelsels zou worden aangepast en verbeterd om aldus hetzelfde opleidingsniveau te bereiken.

Anderzijds moet men zich afvragen of het toekennen van dit attest na het eerste jaar patroonopleiding een goede maatregel is. De patroonopleiding vormt immers een geheel en het wäre zeer nuttig voor elke kandidaat dat hij dit geheel integraal zou volgen om hem de waarborg te bieden van een voldoende minimum-opleiding.

### 3. Beroepsopleiding.

Al werd het budget van de Beroepsopleiding naar de Cultuurraad overgeheveld, toch is het niet mogelijk hier aan deze materie zelf voorbij te gaan wanneer in de Commissie van de Senaat gehandeld wordt over de situatie van de Middenstand op het economische en sociale vlak.

Het bedrag van de dotaties bereikt 179.152.000 frank voor de begroting van de Franse cultuurgemeenschap en 222.468.000 frank voor de Nederlandse cultuurgemeenschap.

#### I. Doelstellingen.

Het net van beroepsopleiding en beroepsvolmaking voor de Middenstand streeft verschillende doelstellingen na die als volgt kunnen worden samengevat :

#### A. Opleiding.

De opleiding van de toekomstige ondernemingshoofden en van hun naaste medewerkers gebeurt eventueel in het kader van een stelsel dat uitgebouwd werd om aan de belanghebbenden de technische kennis eigen aan hun beroep bij te brengen alsook de kennis van bedrijfsbeheer die gemeenschappelijk is aan het geheel van de ondernemingen uit de handel, het ambacht en de dienstverlening. Deze opleiding wordt gegeven in twee opeenvolgende stadia.

##### 1<sup>o</sup> Het stadium van de prepatronale opleiding.

Voordat ze de leeftijd en de maturiteit hebben bereikt die hen in staat stellen de patroonopleiding aan te vatten, zijn de jongeren die deze weg kiezen door een leercontract gehouden aan een patroon die het beroep uitoefent dat ze zelf wensen aan te leren. Deze jongeren ontvangen dagelijks een praktische opleiding op het atelier en nemen wekelijks deel aan zittingen van theoretische opleiding die de praktijk omkaderen en aanvullen.

##### 2<sup>o</sup> Het stadium patroonopleiding.

Vrij van de voogdij van de patroon of van de servituten van het onderwijs met volledig leerplan treden de toekomstige patroons in het beroepsleven met de wil zelf patroon

patrons. Ils doivent, à ce moment, compléter les formations technique et de gestion reçues antérieurement.

#### B. Entretien des connaissances, recyclage.

Aujourd'hui, il est indispensable à quiconque veut prendre à une certaine compétence, d'entretenir et d'actualiser régulièrement les connaissances acquises durant la période de formation. Parfois même, il est nécessaire de recevoir dans l'entreprise l'aide de spécialistes habilités à adapter la situation de celle-ci aux exigences actuelles.

##### 1<sup>o</sup> Perfectionnement professionnel.

Conférences, cours, journées d'étude, séminaires, etc. sont organisés en vue de permettre à tous les intéressés de rester au courant de l'actualité dans leur profession. Les organisations professionnelles et interprofessionnelles doivent conserver le droit d'initiative qui a toujours été le leur dans ce domaine.

##### 2<sup>o</sup> Reconversion.

Une partie des manifestations organisées en matière de perfectionnement doit être orientée sur un objectif tout à fait particulier, celui de la reconversion. L'évolution des techniques provoque la disparition d'entreprises traditionnelles et la naissance d'entreprises d'un type tout à fait nouveau. Le financement de cette activité devra être assuré au moyen de fonds provenant du fonds conjoncturel spécial.

#### II. Structures.

Le développement spontané des centres de formation et de perfectionnement professionnels a été en s'accentuant sans cesse depuis plusieurs années de telle sorte qu'actuellement ils représentent incontestablement l'élément prédominant de tout le réseau de la formation. Les quelques éléments rassemblés dans le tableau ci-dessous donne une idée concrète de l'importance grandissante de l'intervention des centres de 1960 à 1971.

te worden. Op dat ogenblik moeten zij de technische opleiding en de kennis van bedrijfsbeheer, die ze vroeger hebben gekregen, aanvullen.

#### B. Bijscholing, herscholing.

Voor iedereen die werkelijk wil « bij » blijven is het thans onmisbaar regelmatig de kennis, die hij tijdens zijn opleidingsperiode heeft verworven, bij te werken en te actualiseren. Soms is het zelfs nodig in de onderneming een beroep te doen op de hulp van specialisten die bekwaam zijn de toestand van het bedrijf aan te passen aan de hedendaagse eisen.

##### 1<sup>o</sup> Beroepsvolmaking.

Lezingen, cursussen, studiedagen, seminaries, enz. worden georganiseerd om alle belanghebbenden in staat te stellen de actualiteit in hun beroep te volgen. De beroeps- en interprofessionele verenigingen moeten hier het initiatiefrecht behouden dat zij ter zake steeds hebben gehad.

##### 2<sup>o</sup> Reconvertie.

Een gedeelte van de manifestaties die inzake beroepsvolmaking worden georganiseerd moeten gericht zijn op een geheel bijzonder objectief, de reconversie. De evolutie van de technieken leidt tot het verdwijnen van traditionele bedrijven en tot het ontstaan van ondernemingen van een geheel nieuw type. De financiering van deze activiteiten zal moeten geschieden door middel van fondsen uit het bijzonder conjuncturfonds.

#### II. Structuren.

De spontane ontwikkeling van de centra voor beroepsopleiding en beroepsvolmaking is sedert enkele jaren steeds in stijgende lijn gegaan zodat deze thans ongetwijfeld het overwegende element vormen in geheel het net van de opleiding. De enkele elementen verzameld in de onderstaande tabel geven een concreet beeld van het groeiende belang van de tussenkomst van de centra van 1960 tot 1971.

	1960	1971
1 <sup>o</sup> Formation prépatronale. — <i>Prepatronale opleiding</i> .		
— Contrats sous contrôle (4 ans). — <i>Contracten onder controle (4 jaar)</i> . . . . .	19.702	19.075
— Cours de formation générale. — <i>Cursussen algemene kennis</i> . . . . .	1.064	1.033
— Cours de formation profession. — <i>Cursussen beroepskennis</i> . . . . .	719	1.650
— Certificats. — <i>Getuigschriften</i> . . . . .	789	4.333
2 <sup>o</sup> Patronat. — <i>Patroonopleiding</i> .		
— Candidats (2 ans). — <i>Kandidaten (2 jaar)</i> . . . . .	2.818	6.366
— Cours de formation générale. — <i>Cursussen algemene kennis</i> . . . . .	149	375
— Cours de formation profession. — <i>Cursussen beroepskennis</i> . . . . .	60	595
— Certificats. — <i>Getuigschriften</i> . . . . .	264	1.661
3 <sup>o</sup> Perfectionnement. — <i>Vervolmaking</i> .	(1962)	
— Conférences. — <i>Lezingen</i> . . . . .	2.381	5.315
— Journées d'étude. — <i>Studiedagen</i> . . . . .	48	1.993
— Séminaires. — <i>Seminaries</i> . . . . .	169	1.701

		1960	1971
4º Activités dans les centres. — <i>Activiteiten in de centra.</i>		(1962)	
a) Formation prépatronale. — <i>Prepatronale opleiding.</i>			
— Cours généraux. — <i>Cursussen A.K.</i> . . . . .	24 % de/van 1.141	62 % de/van 1.033	
— Cours professionnels. — <i>Cursussen B.K.</i> . . . . .	24 % de/van 890	92 % de/van 1.650	
b) Patronat. — <i>Patroonopleiding.</i>			
— Cours généraux. — <i>Cursussen A.K.</i> . . . . .	4 % de/van 176	92 % de/van 375	
— Cours professionnels. — <i>Cursussen B.K.</i> . . . . .	60 % de/van 143	95 % de/van 595	
c) Perfectionnement. — <i>Vervolmaking.</i>			
— Conférences. — <i>Lezingen</i> . . . . .	nihil		
— Journées d'étude. — <i>Studiedagen</i> . . . . .	6 % de/van 48	68 % de/van 9.009	
— Séminaires. — <i>Seminaries</i> . . . . .	97 % de/van 169	(Conf. + J.E. + séminaires). (Lez. + stud. + seminars).	

Cette évolution implique l'obligation de revoir les structures anciennes et de les adapter aux nécessités nouvelles. C'est ainsi que les secrétariats d'apprentissage semblent devoir céder la place aux centres qui assument déjà l'organisation des cours et la tutelle pédagogique.

Les comités régionaux ont vu leur rôle se réduire de plus en plus à un simple contrôle qui doit de toute manière être supervisé par l'Administration.

Les structures nouvelles devront s'appuyer sur deux comités correspondant aux communautés culturelles et sur les centres qui seront valorisés au maximum par le transfert des compétences appartenant encore maintenant aux secrétariats d'apprentissage et aux comités régionaux.

Là où les centres n'existent pas, il faudra les susciter sur base de la collaboration entre les secrétariats d'apprentissage, les organisations professionnelles et interprofessionnelles de telle sorte que l'ensemble du territoire soit couvert.

Sur le plan qualitatif, les objectifs sont consignés dans des programmes.

Pour des raisons essentiellement budgétaires et se rapportant à l'organisation, ainsi que dans l'esprit de la législation d'accès, un programme de « gestion d'entreprise générale » a été élaboré; il peut être donné à des élèves de professions très diverses.

Bien que cette formule doive être maintenue comme possibilité on se doit de poser comme principe qu'une formation patronale adéquate suppose l'intégration en un seul ensemble de tous les aspects de la profession.

Il est également important de savoir que l'éventail des professions Classes moyennes est très large (momentanément, 62 programmes de base agréés existent pour le patronat, mais les besoins sont sensiblement plus élevés) et qu'en outre, il se modifie sans cesse. Certaines professions disparaissent, d'autres gagnent en importance, principalement dans le secteur des services (comptables d'entreprise, conseillers fiscaux, conseillers en placements et crédits, agents immobiliers, agents de voyage, hôtesse d'accueil, esthéticiennes, etc.).

Il est également nécessaire d'adapter ces programmes à l'évolution technique et économique rapide des professions. La collaboration avec divers centres de recherche scientifique

Deze evolutie brengt met zich de verplichting mede de oude structuren te herzien en deze aan te passen aan de nieuwe behoeften. Aldus blijken de leersecretariaten de plaats te zullen moeten ruimen voor de centra die reeds de organisatie van de cursussen en de pedagogische voogdij op zich nemen.

De gewestelijke comités hebben hun taak meer en meer zien herleiden tot een eenvoudige controle die in alle geval door de Administratie moet worden gesuperviseerd.

De nieuwe structuren zullen moeten steunen op twee comités, één voor elke cultuurgemeenschap, en op de centra die maximaal zullen worden gevaloriseerd door de overdracht van de bevoegdheden die thans nog aan de leersecretariaten en de gewestelijke comités zijn toegewezen.

Daar waar nog geen centra bestaan zullen er moeten tot stand komen op basis van de samenwerking tussen de leersecretariaten en de beroeps- en interprofessionele verenigingen om aldus geheel het grondgebied te bestrijken.

Op kwalitatief vlak zijn de doelstellingen in programma's vervat.

Om redenen van hoofdzakelijk budgettaire en organisatorische aard en in de geest van de vestigingswetgeving werd een programma « algemene bedrijfsleer » op punt gesteld; het kan gegeven worden aan leerlingen van zeer verscheidene beroepen.

Hoewel deze formule als mogelijkheid dient te worden behouden, moet als principe worden gesteld dat een volwaardige patroonopleiding veronderstelt dat alle aspecten van het beroep in één geheel zouden worden geïntegreerd.

Tevens is het belangrijk te weten dat de waaier van middenstandsberoepen zeer uitgebreid is (voor de patroonopleiding bestaan thans 62 erkende basisprogramma's, maar het aantal vereiste programma's is veel groter) en zich voortdurend wijzigt. Sommige beroepen verdwijnen terwijl andere in belangrijkheid toenemen voornamelijk in de dienstesector (bedrijfsboekhouders, belastingsconsulenten, makelaars in onroerende goederen, reisagenten, hostessen, schoonheidspecialisten, enz.).

De programma's moeten eveneens worden aangepast aan de snelle technische en economische evolutie van de beroepen. Ter zake is de samenwerking onontbeerlijk met verschillende

appliquée tant dans le domaine technique qu'économique s'avère être indispensable à cet égard.

Pour atteindre les objectifs proposés ici, les moyens financiers sont indispensables.

L'évolution des budgets de la formation et du perfectionnement depuis 1959 a été très importante.

1959	67.000.000	1966	219.750.000
1960	89.500.000	1967	234.000.000
1961	104.000.000	1968	241.512.000
1962	111.000.000	1969	264.400.000
1963	147.500.000	1970	275.000.000
1964	138.090.000	1971	306.400.000
1965	190.000.000	1972	351.164.000
		1973	448.000.000

### III. DISCUSSION GENERALE.

#### A. Application des lois relatives aux crédits.

##### QUESTION 1.

Plusieurs commissaires ont posé des questions concernant l'application des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959 et 30 décembre 1970. Ils ont notamment fait valoir que lorsqu'on les envisage globalement les lois d'expansion n'ont manifestement pas accordé aux petites et moyennes entreprises la part à laquelle elles estiment pouvoir prétendre. Ainsi, elles ne peuvent bénéficier, ou guère, des lois du 17 juillet 1959 et du 30 décembre 1970. De plus, les intervenants ont attiré l'attention sur le fait que la procédure administrative à suivre pour bénéficier de ces lois est fort complexe, ce qui fait reculer les chefs des petites et moyennes entreprises. En outre, ces commissaires se sont plaints d'un manque d'information, qui a pour conséquence que les petites et moyennes entreprises se voient forcées de recourir à des formes de crédit qui ne leur conviennent absolument pas.

##### REPONSE DU MINISTRE :

La loi du 24 mai 1959 s'applique aux entreprises suivantes :

- entreprises commerciales occupant 20 personnes au maximum;
- entreprises artisanales et industrielles occupant 50 personnes au maximum.

En la matière, le contrôle retient les chiffres déclarés à l'O.N.S.S. au cours de l'année précédant la demande.

La loi du 30 décembre 1970 est applicable à toutes les entreprises commerciales et industrielles. En l'occurrence, aucune limitation n'intervient.

Les dossiers relatifs aux entreprises n'occupant pas plus de 10 personnes sont traités par le département des Classes moyennes, et les autres par le département des Affaires économiques (Economie régionale).

centra van toegepast wetenschappelijk onderzoek op technisch en economisch vlak.

Om de voorgestelde doelstellingen te bereiken zijn financiële middelen onontbeerlijk.

De evolutie van de budgetten van de beroepsopleiding en beroepsvolmaking sedert 1959 is zeer belangrijk geweest :

1959	67.000.000	1966	219.750.000
1960	89.500.000	1967	234.000.000
1961	104.000.000	1968	241.512.000
1962	111.000.000	1969	264.400.000
1963	147.500.000	1970	275.000.000
1964	138.090.000	1971	306.400.000
1965	190.000.000	1972	351.164.000
		1973	448.000.000

### III. ALGEMENE BESPREKING.

#### A. Toepassing van de kredietwetten.

##### VRAAG 1.

Verscheidene Commissarissen hebben vragen gesteld met betrekking tot de toepassing van de wetten van 24 mei 1959, 17 juli 1959 en 30 december 1970. Er werd o.m. op het feit gewezen dat kleine en middelgrote ondernemingen in het geheel van de expansiewetgeving, naar blijkt, niet het deel bekomen waarop zij menen aanspraak te kunnen maken. Zo wordt o.m. aangehaald dat kleine en middelgrote ondernemingen geen beroep kunnen doen of bijna niet genieten van de wetgeving van 17 juli 1959 en 30 december 1970. Verder wordt er de aandacht op gevestigd dat de administratieve procedure, om te genieten van deze wetgeving, zeer ingewikkeld is, wat de hoofden van kleine en middelgrote ondernemingen afschrikt. Verder wordt geklaagd over een gebrek aan informatie zodat kleine en middelgrote ondernemingen aldus terecht komen bij kredietvormen die honogenaamd voor hen niet zijn aangewezen.

##### ANTWOORD VAN DE MINISTER :

De wet van 24 mei 1959 is van toepassing op volgende ondernemingen :

- handelondernemingen met een maximum tewerkstelling van 20 personen;
- ambachtelijke en nijverheidsondernemingen met een maximum tewerkstelling van 50 personen.

Om deze maximum tewerkstelling na te gaan worden de cijfers weerhouden aangegeven bij de Rijksmaatschappelijke zekerheid in het jaar dat de aanvraag voorafgaat.

De wet van 30 december 1970 is van toepassing voor alle ondernemingen die behoren tot handel of nijverheid. Hier geldt geen enkele beperking.

De bundels met betrekking tot ondernemingen die niet meer dan 10 personen tewerkstellen, worden behandeld door Middenstand, de andere door het departement van Economische Zaken (Streekeconomie).

Des contacts ont été pris avec les Affaires économiques afin que la compétence du département des Classes moyennes en matière d'examen de dossiers soit élargie. Jusqu'ici, ils n'ont abouti à aucun résultat concret.

L'on a fait valoir que des entreprises n'étant plus en droit de bénéficier de la loi du 24 mai 1959 ne peuvent obtenir aucune intervention de l'Etat en s'adressant aux Affaires économiques. Cette assertion se fonde sur des directives précédemment applicables dans ce département. La directive n° 28 du 17 février 1964 prévoyait en effet que l'aide de l'Etat ne pouvait être accordée que si elle atteignait un montant minimum de 100.000 francs par an. Il s'ensuit que les petites et moyennes entreprises qui ne procédaient pas à des investissements très importants étaient exclues du bénéfice des lois d'expansion.

Une directive du 20 août 1970 dit ceci : « L'aide ne sera pas accordée si elle ne s'élève pas à 100.000 francs par an, sauf dans le cas de petites entreprises (moins de 50 personnes) pour lesquelles l'investissement envisagé représente un effort considérable ». Cette nouvelle directive d'août 1970 constituait déjà un assouplissement.

Les directives entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1972 prévoient les mesures suivantes :

Comme critère négatif, il y a lieu de retenir le cas où l'intervention n'atteint pas 100.000 francs par an. Ce critère n'est cependant pas d'application aux petites entreprises (moins de 50 personnes).

Il ressort donc de ces données que les petites et moyennes entreprises peuvent parfaitement prétendre au bénéfice des lois des 17 juillet 1959 et 30 décembre 1970.

A titre d'information sont jointes des statistiques relatives à l'application des lois des 17 juillet 1959 et 30 décembre 1970 par le département des Classes moyennes. En ce qui concerne l'application de ces lois par le département des Affaires économiques (Economie régionale), il est à signaler qu'aucune statistique n'est établie par ce département au sujet des entreprises occupant plus ou moins de 50 personnes. On peut ajouter que rapport est fait chaque année au Parlement sur l'application des lois des 17 juillet 1959 et 30 décembre 1970.

Le Ministre n'ignore pas que la procédure, telle qu'elle a été généralement arrêtée pour l'application des lois d'expansion, peut effectivement entraîner certaines difficultés pour les P.M.E. Mais en tout cas, le département des Classes moyennes tient compte de ces difficultés, de sorte que la préparation d'un dossier est réduite au minimum.

Il appartient évidemment au Ministre des Affaires économiques ou aux Secrétaires d'Etat à l'Economie régionale de donner des directives pour les dossiers relevant de leur compétence. De toute manière, il faut admettre que les pouvoirs publics doivent disposer de renseignements aussi complets que possible pour être en mesure de statuer en connaissance de cause.

Onderhandelingen werden gevoerd met Economische Zaken ten einde de bevoegdheid van het departement van Middenstand voor het onderzoek van de dossiers uit te breiden. Deze onderhandelingen hebben tot op dit ogenblik geen concreet resultaat opgeleverd.

Er werd aangehaald dat ondernemingen, die geen beroep meer kunnen doen op de wetgeving van 24 mei 1959, geen staatstussenkomst kunnen bekomen bij Economische Zaken. Deze bewering is gebaseerd op vroegere richtlijnen van toepassing bij het departement van Economische Zaken. De richtlijn nr. 28 van 17 februari 1964 voorzag immers dat de staatshulp een minimum van 100.000 frank per jaar moest bereiken om te kunnen toegekend worden. Dit betekent dat kleine en middelgrote ondernemingen die niet overgingen tot zeer belangrijke investeringen uitgesloten waren van de expansiewetgeving.

Een richtlijn van 20 augustus 1970 stipuleert het volgende : « De hulpverlening zal niet worden verleend wanneer ze geen 100.000 frank per jaar zou bedragen, behalve in het geval van kleine bedrijven (minder dan 50 personen) waarvoor de in overweging genomen investering een belangrijke inspanning is ». Deze nieuwe richtlijn van augustus 1970 betekende reeds een versoepeling.

De richtlijnen van kracht geworden op 1 september 1972 vermelden het volgende :

Als negatief criterium dient weerhouden het geval waarvoor de tegemoetkoming geen 100.000 frank per jaar bedraagt. Dit criterium is evenwel niet van toepassing op kleine ondernemingen (minder dan 50 personen).

Uit deze gegevens blijkt aldus dat kleine en middelgrote ondernemingen wel kunnen beroep doen op de wetten van 17 juli 1959 en 30 december 1970.

Ter informatie worden hierna statistieken opgenomen met betrekking tot de toepassing van de wetten van 17 juli 1959 en 30 december 1970 door het departement van Middenstand. Wat de toepassing van deze wetten door Economische Zaken (Streekeconomie) betreft, dient gesigneerd dat op het departement van Economische Zaken geen statistieken worden aangelegd betreffende de ondernemingen met meer of minder dan 50 tewerkgestelden. Er kan hier nog worden aan toegevoegd dat jaarlijks aan het Parlement verslag wordt uitgebracht over de toepassing van de wetten van 17 juli 1959 en 30 december 1970.

De Minister geeft er zich rekenschap van dat de procedure, zoals die algemeen werd vastgelegd voor de toepassing van de expansiewetgeving, voor de K.M.O. wel enige moeilijkheid kan medebrengen. In elk geval is het zo dat bij het departement van Middenstand rekening wordt gehouden met deze moeilijkheden, zodat de voorbereiding van een dossier tot een minimum wordt herleid.

Het behoort natuurlijk aan de Minister van Economische Zaken of de Staatssecretaris voor Streekeconomie richtlijnen te geven wat de dossiers betreft die onder hun bevoegdheid vallen. In elk geval dient te worden aanvaard dat de overheid over zoveel mogelijk inlichtingen dient te kunnen beschikken om met kennis van zaken te kunnen oordelen.

Quant l'information du public, le Ministre signale qu'elle est surtout insuffisante en Wallonie. Aussi, depuis plusieurs années déjà, des fonctionnaires de son département tiennent-ils des permanences dans les provinces wallonnes afin de pouvoir informer les intéressés. Une action d'information similaire, mais de moindre ampleur a également été lancée dans les provinces flamandes, notamment par la diffusion de milliers d'exemplaires des dernières directives concernant l'application de la loi du 24 mai 1959.

#### QUESTION 2.

Un membre s'est surtout intéressé à l'affectation du crédit prévu au poste 600.1.A de la Section particulière.

#### REPONSE DU MINISTRE :

A ce sujet, le Ministre se réfère à son exposé introductif, d'où il ressort que des crédits toujours plus importants sont inscrits au budget des Classes moyennes pour être mis à la disposition des indépendants dans le cadre de la loi du 24 mai 1959 et des lois d'expansion économique. Il renvoie à cet égard à son exposé.

#### B. Statut social des indépendants.

#### QUESTION 1.

Un commissaire constate que les interventions de l'Etat dans le cadre du statut social des indépendants sont réparties entre divers documents : en ce qui concerne les allocations familiales, elles figurent au budget même du département des Classes moyennes; pour le secteur des pensions, il faut consulter le budget des Pensions établi par le département des Finances; quant aux données relatives à l'assurance maladie, on les trouve au budget du Ministère de la Prévoyance sociale.

Il demande quelle est la raison de cette dispersion et s'il ne pourrait y être remédié.

#### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Cette situation résulte d'une part, de la compétence conjointe de deux départements et, d'autre part, pour ce qui concerne le budget des Pensions, du fait qu'il s'agit d'un budget distinct. Cette formule offre l'avantage de fournir un aperçu global de la charge que représentent les pensions pour l'Etat.

Si l'on désire trouver une synthèse de tout ce qui a trait au statut social des indépendants, il suffit de consulter l'Exposé général du budget des Recettes et des Dépenses.

#### QUESTION 2.

Dans certains cas et dans des conditions déterminées, les indépendants bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale ont droit à une pension de retraite anticipée sans

Wat de informatie betreft wijst de Minister er op dat het gebrek aan informatie zich vooral laat gevoelen in Wallonië. Ambtenaren van zijn departement houden reeds verschillende jaren zitdagen in de Waalse provincies van het land ten einde de belanghebbenden te kunnen voorlichten. Eenzelfde informatie, maar op kleinere schaal, werd ook aangevat in de Vlaamse provincies en wel door de verspreiding van duizenden exemplaren van de jongste richtlijnen inzake de toepassing der wet van 24 mei 1959.

#### VRAAG 2.

Een lid heeft het meer bijzonder gehad over de aanwending van het krediet op de speciale sectie 600.1.A.

#### ANTWOORD VAN DE MINISTER :

De Minister verwijst hieromtrent naar zijn inleiding waaruit blijkt dat steeds grotere kredieten ter beschikking van de zelfstandigen worden gesteld op de begroting van Middenstand voor de toepassing van de wet van 24 mei 1959 en de wetten inzake economische expansie. Hij verwijst hieromtrent naar zijn uiteenzetting.

#### B. Sociaal statuut der zelfstandigen.

#### VRAAG 1.

Een Commissaris stelt vast dat de rijkstegemoetkomingen voor het sociaal statuut der zelfstandigen in verschillende documenten moeten opgezocht worden : wat de kinderbijslag betreft, blijken ze uit de begroting van het departement zelf, voor de sector pensioenen moet teruggegrepen worden naar de desbetreffende begroting van het departement van Financiën en voor de ziekteverzekering zijn de gegevens te vinden in de begroting van het Ministerie van Sociale Voorzorg.

Gevraagd wordt naar de reden van die verspreiding en of dit kan verholpen worden ?

#### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

Dit komt voort enerzijds uit het feit dat twee departementen bevoegd zijn en anderzijds, wat de begroting der pensioenen betreft, uit het feit dat er een afzonderlijke begroting voor de pensioenen bestaat. Deze laatste biedt het voordeel dat de globale pensioenlasten van het Rijk overzichtelijk worden aangegeven.

Wie een algemeen overzicht wenst voor gans het sociaal statuut der zelfstandigen kan dit terugvinden in de Algemene Toelichting bij de begroting van ontvangsten en uitgaven.

#### VRAAG 2.

In bepaalde gevallen en onder bepaalde voorwaarden hebben de begunstigden van een statuut van nationale erkentelijkheid recht op een vervroegd en niet verminderd rust-

réduction. Il s'agit notamment de ceux qui jouissent d'une pension d'invalidité de guerre en vertu des lois sur les pensions militaires.

Dans quelle mesure les intéressés peuvent-ils bénéficier de la suppression de l'enquête sur les ressources ?

#### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Les personnes qui prétendent à une pension de retraite anticipée non réduite peuvent faire valoir sans enquête sur les ressources les années allant du 1<sup>er</sup> janvier 1957 à la fin de la période de référence, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre de l'année précédant la date à laquelle la pension prend cours. Les années d'anticipation n'entrent pas en ligne de compte à cet égard.

Exemple : Un homme né le 15 juin 1912 demande une pension de retraite anticipée à partir de sa 60<sup>e</sup> année (il remplit les conditions requises pour bénéficier de la pension sans réduction pour anticipation).

Date où la pension prend cours : 1<sup>er</sup> juillet 1972.

Période de référence : de 1932 au 31 décembre 1971 inclusivement.

Il peut prétendre à la suppression de l'enquête sur les ressources pour les années 1957 à 1971 inclusivement, soit donc  $15/45 \times 1,3 = 20/45$ .

Sa pension devrait normalement prendre cours le 1<sup>er</sup> juillet 1972.

La projection de la carrière n'est pas appliquée pour les années 1972-1976.

#### QUESTION 3.

Un commissaire regrette que les indépendants ne soient pas assurés contre la maladie lorsqu'ils séjournent à l'étranger, alors que les travailleurs salariés le sont même pendant la période de congé qu'ils passent à l'étranger.

Il demande si l'on ne pourrait remédier à cet état de choses dans un délai prévisible.

#### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Une convention internationale serait nécessaire à cet effet.

Or, le Conseil de l'Europe a élaboré un projet de convention multilatérale générale en matière de sécurité sociale, qui a été soumis à l'approbation du Comité des Ministres et qui s'appliquerait tant aux indépendants qu'aux travailleurs salariés.

Tout permet de croire que l'on est en bonne voie d'aboutir à une solution dans un avenir assez rapproché.

#### QUESTION 4.

Un commissaire demande quelles mesures seront prises en faveur de ceux qui ont souscrit précédemment un contrat

pension. Dit is o.m. het geval voor hen die een pensioen van oorlogsinvaliden ontvangen krachtens de wetten op de militaire pensioenen.

In welche mate kunnen de belanghebbenden de afschaffing van het onderzoek naar de bestaansmiddelen genieten ?

#### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

Personen die op een vervroegd rustpensioen aanspraak maken zonder vermindering, kunnen zonder onderzoek der bestaansmiddelen de jaren inroepen vanaf 1 januari 1957 tot het einde van de referenteperiode, d.w.z. tot 31 december van het jaar vóór de ingangsdatum. De jaren vervroeging komen daarvoor niet in aanmerking.

V.b. : Een man geboren op 15 juni 1912 vraagt een vervroegd rustpensioen aan vanaf zijn zestigste jaar (hij voldoet aan de voorwaarden om pensioen te genieten zonder aftrek wegens vervroeging).

Ingangsdatum : 1 juli 1972.

Referenteperiode : van 1932 tot en met 31 december 1971.

Hij kan zonder onderzoek naar de bestaansmiddelen aanspraak maken op de jaren 1957 tot en met 1971, hetzij :  $15/45 \times 1,3 = 20/45$ .

Zijn pensioen zou normaal moeten ingaan op 1 juli 1972.

De projectie van de loopbaan wordt niet toegepast voor de jaren 1972-1976.

#### VRAAG 3.

Een Commissaris betreurt het dat de zelfstandigen niet verzekerd zijn voor ziekte wanneer ze in het buitenland verblijven. Werknemers daarentegen zijn ook tijdens hun verlofperiode in het buitenland verzekerd.

Gevraagd wordt of dit binnen afzienbare tijd zou kunnen verholpen worden.

#### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

Daartoe zou een internationale overeenkomst nodig zijn.

Welnu, de Raad van Europa heeft een ontwerp van algemene multilaterale overeenkomst inzake maatschappelijke zekerheid uitgewerkt dat ter goedkeuring aan het Comité van Ministers is voorgelegd en dat zowel op de zelfstandigen als op de werknemers van toepassing is.

Men mag aannemen dat men op de goede weg is om in een niet ver afgelopen toekomst tot een regeling te komen.

#### VRAAG 4.

Een Commissaris vraagt wat er zal gedaan worden voor diegenen die destijds een levensverzekering hebben afgesloten

d'assurance sur la vie et affectent celui-ci dans le cadre du régime de pension pour indépendants. Ils bénéficieront d'une rente, il est vrai, mais la compagnie d'assurance conserve le capital, qui, en fait, appartient aux assurés.

#### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Il n'est certes pas anormal que les compagnies d'assurance sur la vie conservent le capital dans la mesure où celui-ci représente les rentes obligatoirement constituées.

Ce capital doit leur permettre d'offrir les garanties nécessaires pour le paiement de la rente lorsque l'intéressé aura atteint l'âge de la pension.

La même question pourrait d'ailleurs être posée pour ceux qui ont constitué leur fonds de pension par les cotisations légales versées à un Fonds d'assurances sociales. Pourquoi le capital (qui est constitutif de rentes) n'est-il pas remboursé ?

Enfin, il y a lieu de noter que la partie du capital du contrat d'assurance sur la vie qui ne représente pas les rentes obligatoirement constituées, reste uniquement soumise au droit commun et aux dispositions contractuelles de la police.

#### QUESTION 5.

Un commissaire aimerait savoir quelle sera la situation, après le 31 décembre 1972, des personnes qui ont affecté un immeuble.

#### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Pour ces personnes, la situation se présente comme suit :

Les années pour lesquelles l'immeuble a été affecté sont prises en considération pour ouvrir à la base le droit à la pension (par exemple : pour l'établissement de la présomption de la carrière complète), mais elles sont déduites pour le calcul de la pension.

Les intéressés ont maintenant le choix :

1<sup>o</sup> ou bien ils laissent subsister l'affectation de l'immeuble pour le passé.

Dans ce cas, la règle ci-dessus reste d'application pour les années de carrière en cause;

2<sup>o</sup> ou bien ils mettent fin à l'affectation avec effet rétroactif.

Dans ce cas, ils doivent verser le capital qui représente les rentes que les intéressés auraient constituées s'ils n'avaient pas procédé à une telle affectation.

S'ils le font, leurs droits à la pension pour ces années sont entiers.

Il est à noter que les personnes qui ont affecté un immeuble peuvent — pour la période de l'affectation — bénéficier de la suppression de l'enquête sur les ressources mais que, par définition, ils ne peuvent bonifier que les années qui ne sont pas couvertes par l'affectation.

en deze aanwenden in het kader van de pensioenregeling voor zelfstandigen. Ze zullen weliswaar een rente krijgen maar de verzekeringsmaatschappij behoudt het kapitaal dat in feite aan de verzekerden toebehoort ?

#### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

Dat de levensverzekeringsmaatschappijen het kapitaal behouden in de mate waarin dit de verplicht-gevestigde renten vertegenwoordigt is zeker normaal.

Dit kapitaal is de waarborg van de maatschappijen voor de uitbetaling van de rente wanneer de betrokkenen de pensioenleeftijd zal bereikt hebben.

Dezelfde vraag zou overigens ook gesteld kunnen worden voor hen die hun pensioenfonds gevestigd hebben door de wettelijke bijdragen, betaald aan een Sociaal Verzekeringsfonds. Waarom het kapitaal (dat rentevestigend is) niet terugbetaald kan worden ?

Tenslotte wezen opgemerkt dat het kapitaalgedeelte van het levensverzekeringscontract dat niet de verplicht-gevestigde renten vertegenwoordigt, van zijn kant enkel onderworpen blijft aan het gemeen recht en aan de contractuele bepalingen uit de polis.

#### VRAAG 5.

Een Commissaris wenst te vernemen welke de toestand zijn zal na 31 december 1972 van de personen die een onroerend goed hebben aangewend.

#### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

Voor deze personen ligt de toestand als volgt :

De jaren waarvoor een onroerend goed werd aangewend komen in aanmerking om aan de basis het recht op pensioen te openen (bijvoorbeeld voor de vestiging van het vermoeden van een volledige loopbaan) maar ze worden bij de berekening van het pensioen afgetrokken.

De betrokkenen hebben nu de keuze :

1<sup>o</sup> ofwel laten ze voor het verleden de aanwending van een onroerend goed bestaan.

Dan blijft voor die jaren van de loopbaan de hierboven bedoelde regel gelden;

2<sup>o</sup> ofwel stellen ze met terugwerkende kracht aan die aanwending een einde.

In dat geval moeten ze het kapitaal storten dat de renten vertegenwoordigt die de betrokkenen zouden gevestigd hebben indien ze tot die aanwending niet waren overgegaan.

Wordt dat gedaan dan hebben ze voor die jaren volle pensioenrechten.

Er moet worden opgemerkt dat de personen die een onroerend goed hebben aangewend wel kunnen genieten — voor de periode waarop de aanwending slaat — van de afschaffing van het onderzoek naar de bestaansmiddelen maar dat ze bij definitie alleen de jaren kunnen bonifieren die niet door de aanwending gedekt zijn.

Exemples : 3 indépendants : 65 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1973.

A. N'a été indépendant que de 1957 à 1972 et a toujours affecté un immeuble.

Il ne peut pas bénéficier de la suppression de l'enquête et ne reçoit pas de pension, étant donné que les 16/45 auxquels il a droit doivent être déduits.

B. A toujours été indépendant :

pension 45/45;

déduction pour affectation 16/45;

$$\begin{array}{r} 16 \times 1,3 \quad 21 \\ \text{attribution sans enquête} \quad \hline \\ 45 \quad 45 \end{array}$$

Il obtient donc 21/45 sans enquête et 8/45 avec enquête.

C. A été indépendant de 1926 à 1945 et de 1957 à 1972 (affectation).

Il obtient 20/45 (la période 1957-1972 n'entre pas en ligne de compte).

Ces 20/45, il les obtient sans enquête.

### C. Accès à la profession.

#### QUESTION 1.

Un commissaire émet l'avis que les conditions d'accès sont par trop sévères. D'autres commissaires se rallient d'ailleurs à cette façon de voir.

Le Marché commun tend vers une libéralisation des conditions d'accès plutôt que vers un resserrement.

#### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Les conditions d'accès à la profession, primitivement fixées par la loi du 24 décembre 1958 et par les arrêtés d'exécution intéressant 23 professions, ont été modifiées par la loi du 15 décembre 1970.

Ces modifications vont, contrairement à ce que semble penser l'honorable membre, dans le sens de la libéralisation souhaitée par la Commission compétente de la C.E.E.

Ces dispositions produisent pleinement leurs effets dès la publication de tous les arrêtés d'exécution modifiés dans le sens indiqué par la loi.

Quatorze de ces arrêtés intéressent 16 professions ont déjà été publiés au *Moniteur belge*. Les autres arrêtés le seront dans les semaines à venir.

Le Secrétaire d'Etat fait observer que, sur un plan plus général, nos conditions d'accès sont jusqu'à présent minimales : comme preuve des connaissances requises, il suffit le plus souvent de produire un certificat ou diplôme d'apprentissage ou de patronat, soit encore un document équivalent de l'enseignement secondaire inférieur (le secondaire supérieur est parfois requis à titre exceptionnel), sans parler de la possibilité de se présenter devant un jury central propre à la profession. Enfin, il est certain que les conditions à remplir chez plusieurs de nos voisins de la C.E.E. sont pratiquement équivalentes.

Voorbeelden : 3 zelfstandigen : 65 jaar op 1 januari 1973.

A. Was zelfstandige alleen van 1957 tot 1972 en wendde steeds een onroerend goed aan.

Hij kan niet genieten van de afschaffing van het onderzoek en ontvangt geen pensioen, daar de 16/45 waarop hij recht heeft, moeten afgetrokken worden.

B. Was steeds zelfstandige :

pensioen 45/45;

aftrek wegens aanwending 16/45;

$$\begin{array}{r} 16 \times 1,3 \quad 21 \\ \text{toekenbaar zonder onderzoek} \quad \hline \\ 45 \quad 45 \end{array}$$

Krijgt dus 21/45 zonder onderzoek en 8/45 met onderzoek.

C. Zelfstandige van 1926 tot 1945 en van 1957 tot 1972 (aanwending) :

Krijgt 20/45 (de periode 1957-1972 komt niet in aanmerking).

Die 20/45 krijgt hij zonder onderzoek.

### C. Vestiging.

#### VRAAG 1.

Een commissielid is van mening dat de vestigingsvoorraarden te streng zijn. Andere commissieleden treden dit standpunt trouwens bij.

De Gemeenschappelijke Markt wil de vestigingsvoorraarden liberaliseren eerder dan ze te verzwaren.

#### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

De vestigingsvoorraarden, die aanvankelijk waren vastgesteld door de wet van 24 december 1958 en door de uitvoeringsbesluiten welke betrekking hebben op 23 beroepen, werden gewijzigd bij wet van 15 december 1970.

In tegenstelling tot hetgeen het geachte lid schijnt te denken, gaan die wijzigingen in de richting van de door de bevoegde E.E.G.-commissie gewenste liberalisering.

Deze bepalingen zullen volledig uitwerking hebben op het ogenblik dat alle uitvoeringsbesluiten, gewijzigd in de zin aangegeven door de wet, zullen zijn bekendgemaakt.

Veertien besluiten betreffende zestien beroepen werden reeds in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De andere besluiten zullen in de komende weken worden gepubliceerd.

De Staatssecretaris merkt op dat, meer algemeen gezien, onze vestigingseisen vooralsnog minimumeisen zijn : als bewijs van de vereiste kennis volstaat meestal een getuigschrift of diploma van scholing respectievelijk patronaat dan wel een evenwaardig document van het lager secundair niveau (uitzonderlijk is soms hoger secundair vereist), dat alles nog onverminderd de mogelijkheid te verschijnen voor een aan de regeling eigen centrale jury. Ten slotte is zeker dat in verscheidene E.E.G.-buurlanden praktisch evenwaardige eisen gesteld worden.

**QUESTION 2.**

Selon l'ancienne loi d'accès à la profession, une seule personne devait posséder toutes les connaissances requises, qu'il s'agisse d'une entreprise n'occupant pas de personnel ou d'une entreprise occupant 30 à 40 travailleurs.

Depuis la réforme de la loi, l'épouse est autorisée à ne prouver qu'une partie de ses connaissances, mais devant l'évolution actuelle des choses, cela ne paraît pas suffisant.

Il faut pouvoir recourir à des personnes compétentes, s'entourer de collaborateurs compétents.

**REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :**

L'article 4 de la loi du 15 décembre 1970 prévoit qu'il peut être satisfait aux conditions d'exercice d'une profession par plusieurs personnes, chacune prouvant une catégorie de connaissances.

Cette disposition ne vise donc pas uniquement l'épouse mais toutes personnes aidantes ou assujetties à la sécurité sociale dans le cadre de l'entreprise.

Nous reconnaissons que cette notion pourrait être étendue à des collaborateurs extérieurs à l'entreprise, par exemple à des comptables ou à des bureaux spécialisés en gestion d'entreprises.

Toutefois, au départ, le législateur n'a pas voulu aller aussi loin, par souci de conserver aux chefs d'entreprise la bonne connaissance de leur affaire, c'est-à-dire qu'ils en soient les véritables gestionnaires.

Il est à craindre, en effet, que le recours à un tiers ne soit qu'occasionnel ou que ce collaborateur extérieur se borne à compléter les déclarations aux contributions sans remplir vraiment le rôle de gestionnaire qui est généralement celui de l'épouse compétente ou de l'employé de l'entreprise.

On risque ainsi de vider de leur substance les réglementations existantes ou à venir, alors que le but de la loi est de valoriser la profession.

**D. Formation et perfectionnement professionnels.****QUESTION 1.**

Un commissaire demande d'étudier le problème des professions nouvelles et d'en inclure le plus grand nombre possible dans le programme de l'enseignement professionnel.

**REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :**

Ainsi qu'il a été dit dans l'exposé du Secrétaire d'Etat, l'attention du Comité national de formation et de perfectionnement a été explicitement attirée sur la nécessité de préparer les programmes indispensables à l'enseignement des matières propres aux professions nouvelles.

**VRAAG 2.**

Volgens de oude wet inzake toegang tot het beroep moest een enkele persoon de hele beroepskennis bezitten ongeacht of het ging om een onderneming zonder personeel of een onderneming met 30 tot 40 werknemers.

Sedert de hervorming van de wet kan de echtgenote bewijzen een gedeelte van de beroepskennis te bezitten maar gelet op de huidige evolutie blijkt dat niet meer voldoende.

Men moet een beroep kunnen doen op bevoegde personen, zich kunnen omringen met bevoegde medewerkers.

**ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :**

Artikel 4 van de wet van 15 december 1970 bepaalt dat aan de beroepsuitoefeningsvoorraarden kan worden voldaan door verscheidene personen op voorwaarde dat elk van hen bewijst een categorie van de beroepskennis te bezitten.

Deze bepaling slaat dus niet enkel op de echtgenote maar op alle hulpkrachten of personen die onderworpen zijn aan de sociale zekerheid in het kader van de onderneming.

Wij erkennen dat dit begrip zou kunnen worden uitgebreid tot medewerkers buiten de onderneming, bij voorbeeld tot boekhouders of kantoren gespecialiseerd in bedrijfsbeheer.

De wetgever is, aanvankelijk, evenwel niet zover gegaan omdat hij wenst dat de bedrijfsleiders een goede kennis van hun zaak behouden, dat wil zeggen dat zij er de werkelijke bestuurders van zijn.

Er valt namelijk voor te vrezen dat slechts uitzonderlijk beroep wordt gedaan op een derde of dat die vreemde medewerker slechts de belastingaangiften invult zonder werkelijk de rol van bestuurder die doorgaans door de bevoegde echtgenote of bediende van de onderneming wordt waargenomen, te vervullen.

Men dreigt op die wijze de bestaande en toekomstige reglementeringen uit te hollen, terwijl het doel van de wet erin bestaat het beroep te valoriseren.

**D. Beroepsopleiding en -volmaking.****VRAAG 1.**

Een commissielid vraagt het probleem van de nieuwe beroepen te bestuderen en een zo groot mogelijk aantal ervan op te nemen in het programma van het beroepsonderwijs.

**ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :**

Zoals uit de uiteenzetting van de Staatssecretaris blijkt, werd de aandacht van het Nationaal Comité voor Beroepsopleiding en Beroepsvolmaking uitdrukkelijk gevestigd op de noodzaak de onontbeerlijke programma's voor het onderricht van leerstof, eigen aan de nieuwe beroepen, voor te bereiden.

Dans son rapport d'octobre 1971, ce Comité s'exprime ainsi : « Le Comité national s'adapte rapidement à l'évolution des professions. La réalité de cette évolution peut être prouvée par l'énumération exemplaire suivante qui concerne des professions encore relativement jeunes et en pleine expansion : technicien de brûleurs, technicien du froid, comptable d'entreprise, conseiller fiscal, agent commercial, hôtesse d'accueil, conseiller en matière d'investissements et de crédit, bandagiste-orthopédiste, esthéticienne-visagiste, agent de voyages, tenancier de manège.

» La plupart de ces professions ne peuvent être assimilées aux professions traditionnelles commerciales et artisanales, étant donné les exigences intellectuelles particulières qui sont posées. D'autre part, il y a là d'autres professions purement techniques qui exigent une formation souple, du fait de leur caractère spécifique et des exigences élevées qui sont imposées au professionnel même. »

## QUESTION 2.

Un commissaire demande si la décentralisation politique ne risque pas d'entraîner des distorsions sur le plan national en matière de formation professionnelle.

### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Le Secrétaire d'Etat fait remarquer qu'il existera toujours une concertation sur le plan national par le fait même qu'il n'y a qu'un seul département des Classes moyennes. Il ne faut pas oublier non plus que les associations professionnelles qui sont consultées ont un caractère national. On peut donc admettre que, nonobstant la compétence des Conseils culturels, l'essentiel de la formation professionnelle restera le même dans tout le pays.

### E. Rénovation des centres urbains et implantation de grandes entreprises de distribution.

## QUESTION 1.

Un membre aimeraient avoir des précisions sur les problèmes de rénovation des centres urbains.

### REPONSE DU MINISTRE :

Le Ministre répond qu'une commission créée au sein du groupe de travail d'Alcantara a été chargée de donner des avis sur les multiples problèmes que peut poser la rénovation des centres urbains.

Il ajoute qu'il ressort de l'abondante correspondance qu'il a reçue à ce sujet, que de très nombreuses villes et communes du pays s'intéressent vraiment aux problèmes de rénovation des centres urbains.

In zijn verslag van oktober 1971 drukt het Comité zich uit als volgt : « Het Nationaal Comité heeft bewezen dat het zich vlug kan aanpassen aan de evolutie van de beroepen. Dat deze evolutie reëel is kan bewezen worden aan de hand van de volgende exemplarische opsomming van beroepen die nog relatief jong of nog in volle ontwikkeling zijn. Aldus kunnen vermeld worden : brander technici, koeltechnici, bedrijfsboekhouders, belastingconsulenten, handelsagenten, onthaalhostessen, beleggings- en kredietconsulenten, bandagisten-orthopédisten, schoonheidsspecialisten-visagisten, reisagenten, manegehouwers.

» De meeste van deze beroepen kunnen niet gelijkgesteld worden met de traditionele handels- en ambachtelijke beroepen, omwille van de zware intellectuele eisen die gesteld worden. Anderzijds zijn er ook enkele zuiver technische beroepen bij die een soepele opleiding vereisen omwille van hun specifiek karakter en de hoge eisen die aan een degelijk vakman gesteld worden. »

## VRAAG 2.

Een commissielid vraagt of de politieke decentralisatie geen afwijkingen inzake beroepsopleiding dreigt te veroorzaken op nationaal vlak.

### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

De Staatssecretaris wijst erop dat er op nationaal vlak steeds overleg zal zijn door het feit dat er slechts één Ministerie voor Middenstand is. Men mag ook niet vergeten dat de beroepsverenigingen, die geraadpleegd worden, een nationaal karakter hebben. Men mag bijgevolg aannemen dat de beroepsopleiding essentieel dezelfde zal blijven in heel het land, ondanks de bevoegdheid van de Cultuurraden.

### E. Stadskernvernieuwing en vestiging van grote distributiebedrijven.

## VRAAG 1.

Een lid vroeg inlichtingen over de problemen inzake stads-kernvernieuwing.

### ANTWOORD VAN DE MINISTER :

De Minister antwoordt hierop dat opdracht werd gegeven aan een commissie, opgericht in de schoot van de Werk-groep d'Alcantara, advies te verstrekken in verband met de vele problemen die zich kunnen stellen in verband met de stadskernvernieuwing.

De Minister voegt er nog aan toe dat, zoals blijkt uit de brieven die hij aangaande dit onderwerp toekreeg, er bij zeer vele gemeenten en steden van het land een reële belangstelling bestaat voor de problemen van de stadskernvernieuwing.

### QUESTION 2.

Un commissaire attire l'attention sur l'implantation de grandes entreprises de distribution et sur la répercussion de cette implantation en matière d'emploi.

#### REPONSE DU MINISTRE :

Le Ministre admet que l'implantation de grandes entreprises de distribution peut contribuer à développer l'emploi. Mais il ne faut pas oublier que cette implantation peut entraîner aussi la disparition de petites entreprises, de sorte que finalement ce pourrait être une opération blanche sur le plan de l'emploi. Tout compte fait, le Ministre estime qu'une étude approfondie devrait être consacrée à l'implantation de grandes entreprises de distribution.

### QUESTION 3.

Un commissaire évoque la question de l'implantation d'entreprises artisanales au centre des villes. Il fait observer que ces entreprises peuvent rencontrer des difficultés lors du renouvellement de leurs licences d'exploitation (commode et incommode). Aussi faudrait-il s'efforcer de leur offrir des possibilités de localisation.

#### REPONSE DU MINISTRE :

Dans sa réponse, le Ministre rappelle que la loi du 30 décembre 1970 accorde notamment aux communes la faculté de créer des zones d'implantation d'entreprises artisanales. Pour sa part, il ne manquera pas d'attirer l'attention de son collègue des Travaux publics sur ce problème.

### F. Reconversion.

#### QUESTION.

Un commissaire s'est intéressé à la reconversion des P.M.E. et aux mesures d'assainissement qui pourraient et devraient être prises en leur faveur.

#### REPONSE DU MINISTRE :

Ici encore, le Ministre se réfère au groupe de travail d'Alcantara, dont l'avis a été demandé à ce sujet.

Pour le surplus, le Ministre fait remarquer qu'il ne sera pas possible d'étendre purement et simplement aux indépendants les mesures applicables à l'agriculture. Les problèmes sont en effet différents et du reste, l'expérience acquise aux Pays-Bas en ce qui concerne l'octroi d'indemnités de sortie n'a pas donné les résultats escomptés.

Ce n'est qu'une fois connu l'avis du groupe de travail d'Alcantara et après concertation avec le Conseil supérieur

### VRAAG 2.

Een lid vestigt de aandacht op de vestiging van grote distributiebedrijven en de weerslag ervan op de tewerkstelling.

#### ANTWOORD VAN DE MINISTER :

De Minister gaat ermee akkoord dat de vestiging van grote distributie-ondernemingen kan bijdragen tot een grotere tewerkstelling. Er mag evenwel niet worden uit het oog verloren dit zij tevens de teleurgang kan betekenen van kleinere ondernemingen zodat men ten slotte inzake tewerkstelling kan komen tot een blanco-operatie. Al met al is de Minister voorstander van een grondig onderzoek inzake de vestiging van grote distributie-ondernemingen.

### VRAAG 3.

Door een lid wordt de aandacht gevestigd op de vestiging van ambachtelijke ondernemingen in de stadskern. Hij wijst er op dat deze ondernemingen moeilijkheden kunnen kennen bij de hernieuwing van hun uitbatingsvergunningen (commode en incommode). Zodoende moet er naar gestreefd worden aan deze ondernemingen localisatiekansen te geven.

#### ANTWOORD VAN DE MINISTER :

In zijn antwoord wijst de Minister erop dat de wet van 30 december 1970 o.m. aan de gemeenten de mogelijkheid geeft om zones op te richten voor de vestiging van ambachtelijke ondernemingen. Wat hemzelf betreft zal hij niet nalaten de aandacht van zijn collega van Openbare Werken op dit probleem te vestigen.

### F. Reconvertie.

#### VRAAG.

Een commissaris sprak over de reconversie van de K.M.O. en over mogelijke saneringsmaatregelen die ten gunste van de K.M.O. zouden moeten getroffen worden.

#### ANTWOORD VAN DE MINISTER :

Ook op dit punt verwijst de Minister naar de Werkgroep d'Alcantara die hieromtrent om advies werd verzocht.

Verder stipt de Minister aan dat het niet zal opgaan de maatregelen, die van toepassing zijn voor de landbouw, zonder meer van toepassing te maken voor de zelfstandigen. Het zijn immers andere problemen, terwijl ook de ervaring opgedaan in Nederland inzake het toekennen van uittredingsvergoedingen niet het verwachte resultaat heeft afgeworpen.

Het is pas wanneer het advies van de Werkgroep d'Alcantara zal gekend zijn dat, na samenspraak met de Hoge Raad

des Classes moyennes que certaines initiatives pourront éventuellement être prises.

#### G. Divers.

##### QUESTION 1.

Un commissaire demande ce qui se passe en matière de T.V.A. lorsque des ventes ont lieu en dessous du prix de revient.

##### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

En principe, la T.V.A. est due sur le prix auquel la vente a été réalisée.

Cependant, à titre exceptionnel, elle est due soit sur le prix catalogue, soit sur le prix obligatoire.

Lorsqu'il s'agit de véhicules automobiles ou de bateaux, la T.V.A. est due sur le prix catalogue.

Pour les tabacs, elle est prélevée en même temps que les droits d'accise sur le prix de vente aux consommateurs.

##### QUESTION 2.

Un membre fait remarquer que les grands magasins vendent de l'alcool sans délivrer de passavant. Ils ne subissent aucun contrôle, ce qui les avantage par rapport aux petits détaillants.

##### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Les obligations des grands magasins sont identiques à celles des petits détaillants en matière de délivrance de passavants. Les contrôles des accises s'exercent aussi bien chez les uns que chez les autres et toute quantité d'alcool sortie doit être justifiée par la copie des passavants et la tenue régulière d'un inventaire permanent.

##### QUESTION 3.

Un commissaire attire l'attention sur certaines anomalies du régime de taxation forfaitaire de certaines professions, par exemple des coiffeurs.

##### REPONSE DU SECRETAIRE D'ETAT :

Cette question relève de la compétence du Ministre des Finances. Les régimes de taxation forfaitaire en vigueur sont préalablement examinés entre les représentants de l'Administration et ceux des organisations professionnelles. Toute anomalie devrait être signalée à ces dernières et, par leur intermédiaire, à l'Administration des Finances.

##### QUESTION 4.

Un autre membre souligne la nécessité pour les indépendants de pouvoir disposer de capitaux à risques.

voor de Middenstand, eventueel bepaalde initiatieven zullen genomen worden.

#### G. Varia

##### VRAAG 1.

Een commissielid vraagt wat er gebeurt inzake B.T.W. wanneer verkopen worden verricht beneden de kostprijs.

##### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

Als beginsel geldt dat de B.T.W. verschuldigd is op de prijs waartegen de verkoop plaatsvindt.

Bij wijze van uitzondering is de B.T.W. evenwel verschuldigd hetzij op de catalogusprijs, hetzij op de verplichte prijs.

Wanneer het gaat om motorvoertuigen en boten is de B.T.W. verschuldigd op de catalogusprijs.

Voor tabakwaren wordt de B.T.W. geheven tegelijk met de accijnen op de verkoopprijs aan de consumenten.

##### VRAAG 2.

Een commissielid merkt op dat de grootwarenhuizen alcohol verkopen zonder een vervoerbiljet af te geven. Zij ondergaan geen toezicht en dat is een voordeel ten opzichte van de kleinhandelaars.

##### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

De verplichtingen voor de grootwarenhuizen zijn juist dezelfde als die voor de kleinhandelaars inzake de afgifte van vervoerbiljetten. Het toezicht op de accijnen wordt zowel uitgeoefend bij de ene als bij de andere en elke hoeveelheid verkochte alcohol moet worden gerechtvaardigd door het afschrift van de vervoerbewijzen en door het regelmatig bijhouden van een permanente inventaris.

##### VRAAG 3.

Een commissielid vestigt de aandacht op bepaalde misstanden in de regeling van de forfaitaire belasting voor sommige beroepen, bv. de kappers.

##### ANTWOORD VAN DE STAATSSECRETARIS :

Deze kwestie behoort tot de bevoegdheid van de Minister van Financiën. De huidige regelingen inzake forfaitaire belasting worden vooraf onderzocht door de vertegenwoordigers van de administratie en door die van de beroepsorganisaties. Van elke misstand moet kennis worden gegeven aan de beroepsorganisaties en, door hun bemiddeling, aan het Bestuur van Financiën.

##### VRAAG 4.

Een ander lid heeft het over de behoefté van de zelfstandigen om te beschikken over risicodragend kapitaal.

## REPONSE DU MINISTRE :

Le Ministre répond que son administration a été chargée de lui faire des propositions concernant la possibilité de mettre des capitaux à risques à la disposition des P.M.E., comme c'est par exemple le cas aux Pays-Bas où il existe une banque des Classes moyennes.

## IV. VOTES.

Les articles ont été adoptés à l'unanimité moins 2 abstentions.

L'ensemble du projet de loi et des tableaux a été adopté à l'unanimité moins 3 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

*Le Rapporteur,*  
G. GRAMME.

*Le Président,*  
A. BOLAND.

## ANTWOORD VAN DE MINISTER :

De Minister antwoordt dat zijn Administratie opdracht heeft gekregen hem voorstellen te doen in verband met de mogelijkheid, zoals dit bijvoorbeeld in Nederland het geval is met de Middenstandsbank, risicodragend kapitaal ter beschikking te stellen van de K.M.O.

## IV. STEMMINGEN.

De artikelen worden met algemene stemmen bij 2 onthoudingen aangenomen.

Het ontwerp van wet in zijn geheel en de tabellen zijn met algemene stemmen, bij drie onthoudingen, aanvaard.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

*De Verslaggever,*  
G. GRAMME.

*De Voorzitter,*  
A. BOLAND.

## ANNEXE.

## BIJLAGE.

## L'emploi dans les P.M.E.

(nombre d'entreprises).

## Tewerkstelling in de K.M.O.

(aantal ondernemingen).

Année Jaar	1 à 4 personnes occupées 1 tot 4 tewerk- gestelden	5 à 9 personnes occupées 5 tot 9 tewerk- gestelden	10 à 19 personnes occupées 10 tot 19 tewerk- gestelden	20 à 49 personnes occupées 20 tot 49 tewerk- gestelden	Plus de 49 personnes occupées Meer dan 49 tewerk- gestelden	Total Totaal
1971	115.037	20.658	12.557	9.230	6.375	163.857
1970	117.460	20.802	12.585	9.165	6.221	166.239
1969	90.170	19.933	12.000	8.872	5.948	136.923
1968	82.053	17.879	10.645	7.814	5.641	124.032
1967	81.604	17.816	10.672	7.829	5.690	123.611
1966	81.131	17.508	10.624	7.845	5.744	122.852
1965	81.503	17.303	10.337	7.773	5.676	122.592
1964	80.752	16.907	10.157	7.671	5.566	121.053
1963	81.676	16.902	9.940	7.474	5.355	121.347
1962	80.994	17.036	10.029	7.272	5.229	120.560
1961	78.630	16.729	9.990	7.253	5.092	117.694
1960	80.802	16.629	9.899	7.175	4.805	119.310